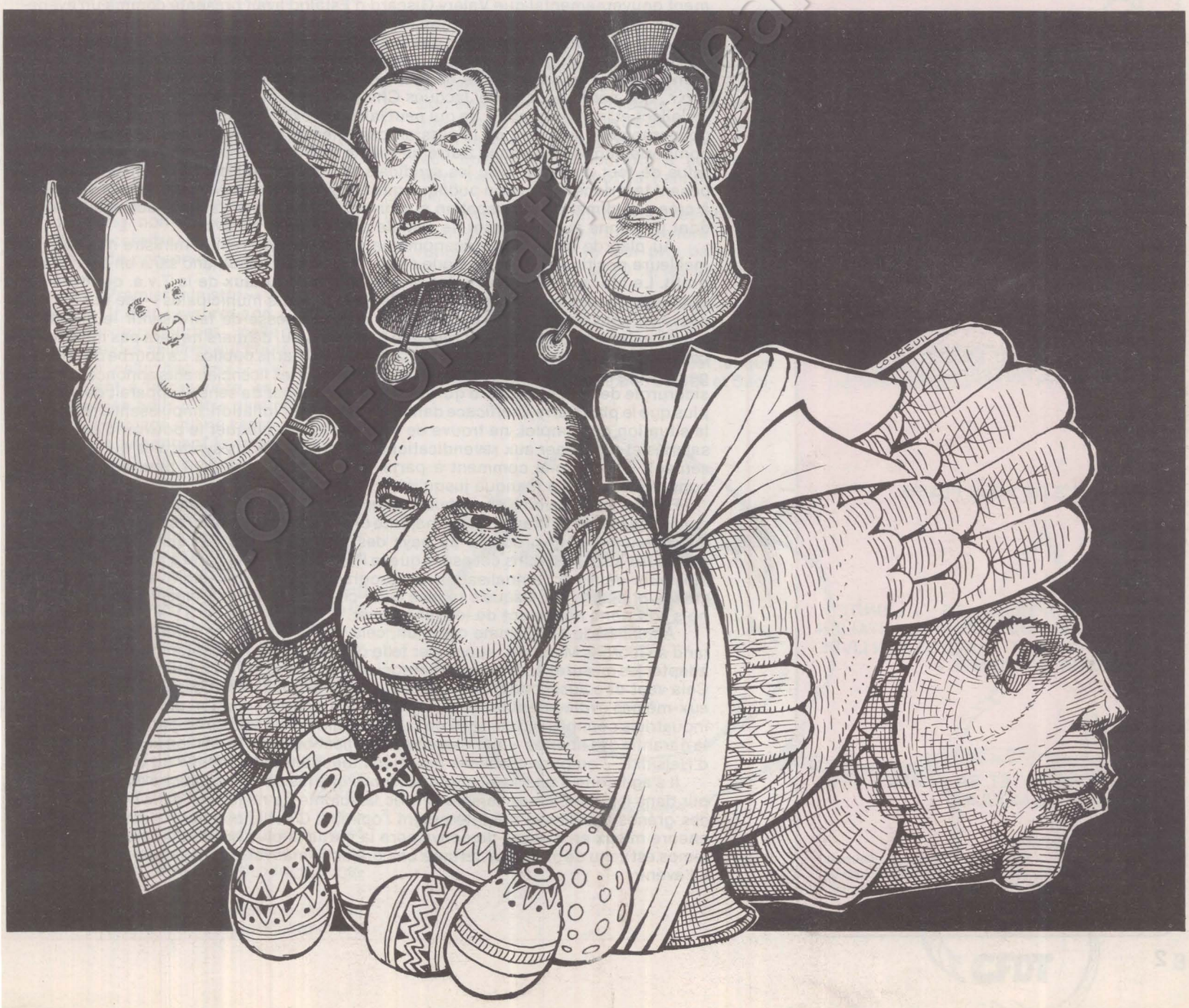
l'unité

N° 245 - 4 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 8 au 14 avril 1977

DOSSIER EMPLOI

- SIDERURGIE : M. BARRE N'EST PAS "CONVENABLE"
- LA RIPOSTE SYNDICALE
- LE ROLE DES COMMUNES



Fonds Jean Jaurès

Sommaire

3 à 9

DOSSIER EMPLOI

▶ M. Barre n'est vraiment pas « convenable », par Guy Perrimond

▶ La riposte syndicale, par Christine Cottin

▶ Le rôle des communes, par Jean-Paul Bachy

10

QUAND LA JUSTICE S'EVEILLERA, PAR JEAN-LOUP REVERIER

12

OCEANIE : TIMOR, LE MASSACRE IGNORÉ, PAR JOEL LAGUERN

15

ENSEIGNEMENT : POURQUOI PAS LE RUSSE ?, PAR EMMANUELE PLAS

16

RADIO-TELEVISION : LES P.D.G. FONT TROIS PETITS TOURS ET PUIS S'EN VONT, PAR JEAN-LOUP REVERIER

17

CINEMA : SE FAIRE MENER EN BATEAU PAR MELIES, PAR SERGE RICHARD

18

AU RISQUE DE VOUS PLAIRE

20

LES ENTRETIENS DE « L'UNITE ». CETTE SEMAINE L'ECRIVAIN ITALIEN FELICE CHILANTI PARLE DE SON LIVRE « LA PEUR EXALTANTE »

24

ANDRE HENRY ET SA « DAME », PAR JEAN-PIERRE MOULINS

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 6, 7, 16), Barrigue (page 4), Coureuil (pages 1, 9, 10, 13, 16), Hin (page 3), Pascal Lebrun (pages 8, 20, 21, 22), Pym (page 4), Rush (page 16), Schatzberg (page 15), Sipa (pages 12, 13).

Editorial

POUR MIEUX CONVAINCRE

« Barre, mission impossible ? », interroge cette semaine un hebdomadaire généralement proche du Pouvoir. Est-ce seulement une question ou déjà une réponse ?

La mission de Raymond Barre est relativement simple à énoncer : il est chargé par le Président de la République de gagner les prochaines élections législatives et d'empêcher l'application du programme commun dont il vient d'affirmer aux préfets réunis autour de lui, avec ce ton doctoral et sans nuances dont il s'est fait une spécialité, qu'il « ruinerait en six mois vingt ans d'efforts ».

Il est pourtant évident, y compris pour les membres les plus lucides de la majorité parlementaire, que ce n'est pas en procédant ainsi par affirmations sommaires que le Premier ministre redressera dans les mois qui viennent une situation dont les résultats des élections municipales ont montré qu'elle est, pour ladite majorité, gravement compromise.

Pour remonter la pente il faudrait que Raymond Barre puisse marquer simultanément des points sur le terrain psychologique et sur celui de sa politique économique et sociale. Il en est très éloigné.

Au plan psychologique, le Pouvoir continue d'accumuler les bévues. Le remaniement gouvernemental que Valéry Giscard d'Estaing avait présenté comme un événement susceptible de redonner confiance aux Français n'a suscité qu'ironie et sarcasmes surtout après la nomination des secrétaires d'Etat et la promotion inattendue de Jacques Dominati qui est apparue comme une prime de consolation aux battus des municipales. L'appel à l'unité de la majorité n'a visiblement trouvé aucun écho au R.p.r., qui, par la bouche de Jacques Chirac, a immédiatement fait savoir qu'il restait « vigilant et intransigeant », ce qui peut laisser prévoir des moments difficiles pour le gouvernement au cours de la session parlementaire qui vient de s'ouvrir. Enfin, le comportement de Raymond Barre lui-même, son style de plus en plus cassant, son refus de tout dialogue avec les syndicats au moment où des problèmes graves se posent tant dans la fonction publique que dans le secteur privé, ne sont pas de nature à créer ce climat de décrispation si souvent souhaité par Valéry Giscard d'Estaing, dont personne au demeurant ne semble plus écouter les avis.

Au plan de sa politique économique et sociale, le Premier ministre n'est pas en meilleure position. Il a, en quelque sorte, mangé son pain blanc sans en tirer grand profit. Le blocage temporaire des prix et la baisse du taux de la T.v.a. qui devaient entraîner de meilleurs indices à la veille des élections municipales — ce qui n'a pas sauvé le gouvernement de la défaite — ont déjà cessé de faire sentir leurs effets. L'indice des prix de février est remonté à 0,7 %. Celui de mars ne sera pas meilleur et celui d'avril sera sans doute pire avec la hausse des tarifs publics. La courbe du chômage ne cesse de monter et ce ne sont évidemment pas les licenciements annoncés dans la sidérurgie de l'Est et du Nord qui vont la faire changer de sens. Il apparaît de plus en plus que le plan Barre, inefficace dans la lutte contre l'inflation, impuissant à redresser la situation de l'emploi, ne trouve de force que pour bloquer le pouvoir d'achat des salariés et s'opposer aux revendications des organisations syndicales qui les représentent. On voit mal comment à partir de là le gouvernement pourrait obtenir le consensus qui lui a manqué jusqu'ici.

Face à ce Pouvoir usé, affaibli, sans perspectives, il appartient à la gauche, confortée par les suffrages d'une majorité de Français les 13 et 20 mars, de s'organiser mieux encore pour proposer au pays des solutions adaptées aux préoccupations d'aujourd'hui. C'est dans cet esprit que le Parti socialiste est prêt à procéder dans les meilleurs délais à l'actualisation du programme commun, étant entendu que les grands principes sur lesquels repose celui-ci demeurent entièrement valables et qu'il ne s'agit donc nullement de les renégocier.

Actualiser le programme commun, cela veut dire, comme l'écrit François Mitterrand à Georges Marchais, supprimer telle ou telle référence conjoncturelle dépassée, adapter les mesures économiques et sociales, chiffrées en 1972, aux données de 1977. Cela veut dire aussi compléter certains chapitres touchant à des problèmes qui ont eux-mêmes évolué depuis cinq ans : c'est vrai pour la situation de certains secteurs industriels comme l'automobile ou la sidérurgie ; c'est vrai aussi pour la définition et la garantie des libertés — par exemple, l'application des dispositions de la conférence d'Helsinki — ou pour certaines questions touchant à la défense ou à l'Europe.

Il s'agit donc d'un travail minutieux mais que les partis de gauche doivent accomplir dans les prochaines semaines avec la volonté de ne laisser dans l'ombre aucun des grands problèmes qui intéressent l'opinion. C'est la condition pour qu'ils soient encore mieux en mesure de convaincre la partie la plus hésitante de celle-ci que le temps est venu de mettre un terme à une politique mauvaise et de faire enfin confiance à l'avenir.

CLAUDE ESTIER

Coll. Fondation Jean Jaurès

DOSSIER EMPLOI

SIDERURGIE : M. BARRE N'EST PAS "CONVENABLE"

Raymond Barre aime le « convenable » A défaut d'avoir de grandes idées, le Premier ministre a, semble-t-il, un sens aigu du « style ». C'est ce qui a valu aux futurs chômeurs de Thionville et d'ailleurs d'apprendre le même jour leur prochain licenciement et le refus du gouvernement de relancer l'activité sous le prétexte qu'il ne serait pas « convenable» de le faire. Il faut ajouter, à la décharge de « l'homme de la dernière chance », qu'il se refusait à le faire pour ne pas avoir l'air de penser ... gagner les prochaines élections !

Mais au-delà de ses — rares — pudeurs et de ses revers, le Premier ministre a quelques sujets de satisfaction : une enquête réalisée par l'Insee vient de montrer que le rythme de hausse des salaires qui était pour la période 1975-1976 de 15 % par an vient de chuter, ces derniers mois, à 8,5 %. Il y a là effectivement de quoi réjouir le Premier ministre et le patronat. Ce point étant l'essentiel de son plan anti-inflation — car il est bien connu que ce sont les salariés par leurs revendications incessantes qui sont l'élément moteur de cette dernière — le Premier ministre peut enfin se laisser aller. Et laisser les mauvais esprits, ceux qui nient tout, faire remarquer que le plan de 12 mois voulu par Valéry Giscard d'Estaing non seulement ne réglera rien, mais accroîtra le déficit budgétaire pour tenter de conserver quelques milliers de voix.

Quant au Premier ministre — ministre de l'Economie, il doit savourer son succès en contemplant deux courbes : celle du rythme de la hausse des salaires qui chute bien au-dessous de celle des prix — et celle-ci, contrairement à la première, est suffisamment déformée pour n'être plus crédible — et celle du chômage qui ne cesse de croître. Vendredi, en annonçant la suppression de 3 720 emplois (3 000 à Thionville, Meurthe-et-Moselle, 720 à Louvroil, Nord) la direction d'Usinor vient de rappeler à la fois les exigences du patronat, son incapacité à diriger « sérieusement » les affaires, et la gravité de la crise. Ou plus exactement la volonté du gouvernement de n'en point sortir.

La sidérurgie française est mal en point **(voir « l'Unité » n° 237).** Mais elle n'est pas la seule. Face à l'assaut — parfois furieux — des producteurs étrangers — Japon, Corée du Sud, Brésil, Espagne — tous les producteurs européens ont à faire face à une double mouvement.

Tout d'abord une baisse des achats. Car ce que l'on appelle « la crise » a des retombées palpables. Si le bâtiment ne « va plus » la vente des ronds à béton chute. Si le secteur des biens d'équipement ne tourne pas, c'est-à-dire si les industriels n'investissent plus, les commandes d'acier vont être freinées. Et dangereusement car ce secteur absorbe 70 % de la production nationale.

Les hésitations du commerce mondial qui, sans être en chute libre, est particulièrement essoufflé, ont eu comme conséquence directe un ralentissement important de la consommation d'acier. Cela au moment où de nouveaux producteurs, équipés des dernières techniques, pouvaient mettre sur le marché des produits à des prix inférieurs. Mieux, pour ne pas trop casser leur cadence de production, pour s'assurer des débouchés, conquérir de nouveaux marchés, bon nombre d'entre eux se sont mis à pratiquer le « dumping ».

La plus endettée

Pour la sidérurgie européenne les chiffres parlent : depuis le début de l'année les installations industrielles sont utilisées, en moyenne, à 60 % de leurs capacités et en janvier les carnets de commandes étaient inférieurs de 30 à 50 % à ceux de janvier 1976. Qui eux-mêmes n'étaient pas « bons ». Or, dans le même temps le Japon, les pays du Comecon, la Grèce, l'Espagne, la Corée du Sud, l'Australie, l'Afrique du Sud sont parvenus à vendre à l'Europe des Neuf une part de leur production. Et surtout à augmenter leurs ventes par rapport à l'année précédente.

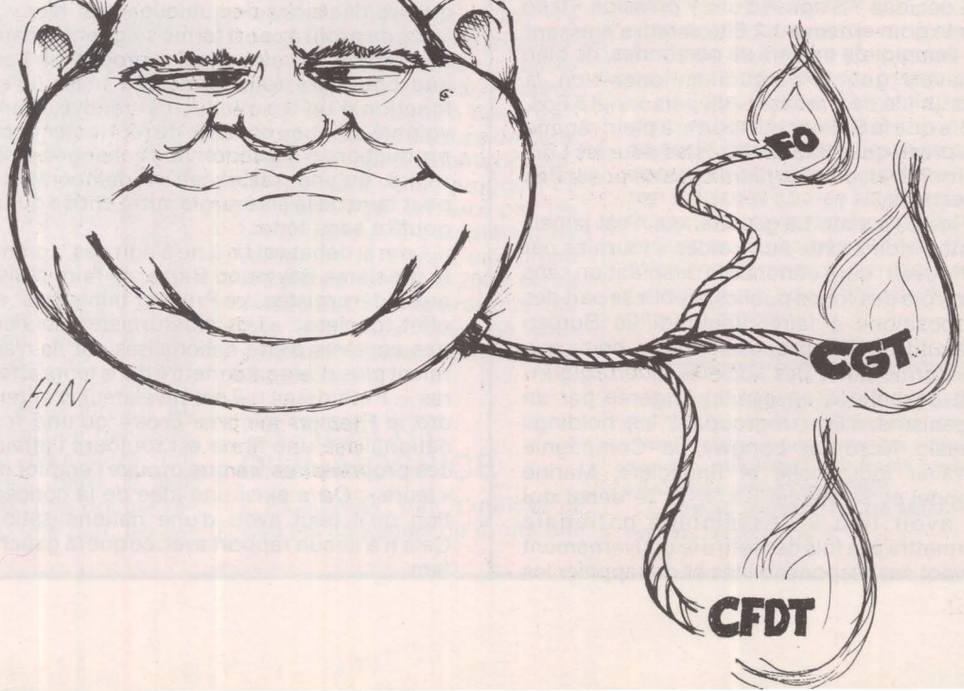
Et tout cela à un moment où les prix sont maussades. Par rapport à novembre 1974 les ronds à béton ont vu leur prix baisser de 50 %, les poutrelles de 20 %, les tôles minces de 15 %.

L'Europe étant ce qu'elle est, la sidérurgie française est, dans le concert des Neuf, en mauvaise position. Tout d'abord c'est la plus endettée : le service de la dette est tel que les deux « grands» français, Usinor et Sacilor en sont venus à emprunter à court terme pour payer leurs remboursements annuels ! Mieux, le montant de leurs dettes dépasse aujourd'hui leur chiffre d'affaires annuel. De surcroît, si quelques unités sont ultra-modernes, bon nombre d'installations sont vétustes. Et si l'on songe qu'à l'usine Solmer de Fos — la plus récente — il faut 6 heures pour faire une tonne d'acier alors qu'au Japon 2 heures suffiraient, il y a de quoi rêver !

Faut-il, après cela, pleurer sur le patronat français qui, malgré sa bonne volonté, ne pourrait que subir ? Et qui après avoir perdu de l'argent en 1975 et en 1976 et sachant qu'il en sera de même en 1977, se serait vu contraint de licencier, à contrecœur, une partie de son personnel ?

Ce serait s'arrêter à la surface des choses. Certes, l'anémie de l'économie française et mondiale pèse sur les sidérurgistes. En effet, la production d'acier n'est que pour une part « consommée » sur le territoire national. Près de la moitié de la production, après transformation, est exportée. Usinor, par exemple, fabrique de l'acier qu'il vend à Vallourec — une filiale du même groupe — qui fabrique des pipelines. Et si l'acier se vend mal, les pipelines eux se vendent bien : le jour où Usinor annonçait 3 720 licenciements, Vallourec rendait publique la signature d'un contrat avec l'Arabie Saoudite... Mais surtout la réalité de la sidérurgie a d'autres aspects le plus souvent passés sous silence.

Industrie du XIXe siècle, une de celles sur lesquelles se sont bâties la bourgeoisie industrielle et pour une bonne part la puissance des Etats industrialisés, la sidérurgie a, certes, besoin d'adaptation. Pour y aider, l'Etat,





M. BARRE N'EST PAS "CONVENABLE"

depuis 1966, n'a cessé de faire des cadeaux « royaux » aux sidérurgistes : 10 milliards de francs. Les résultats sont frappants : de 1966 à 1975 — c'est-à-dire avant la crise — 36 000 emplois ont été supprimés. Quant à la production elle est passée de 17 millions de tonnes à 21 millions. Certes, les capacités de production sont passées à 33 millions de tonnes, mais elles ne sont pas utilisées... Dans le même temps, la Lorraine a été sacrifiée, car c'était l'époque de la sidérurgie sur l'eau, et des unités ont été implantées à Dunkerque et à Fos.

Il faut s'interroger sur la « qualité» de l'utilisation des fonds d'Etat faite par les patrons de la sidérurgie. D'autant que prétextant la crise, ceux-ci s'apprêtent à multiplier les licenciements : aux 3 720 de Thionville et de Louvroil, 12 000 autres sont attendus. Après cela, la Lorraine sera bien mal en point.

Une région saignée à blanc

Mais les dirigeants de la sidérurgie ne sont pas à plaindre : Jacques Ferry, président de la Chambre patronale de la sidérurgie, vice-président du C.n.p.f., président ou administrateur de bon nombre de conseils d'administration, siège, entre autres, à celui de la Paternelle s.a. qui vient de se rendre acquéreur de 17 km de côte corse pour la modique somme de 57 millions (lourds bien sûr) de francs.

Les difficultés de la sidérurgie française conduisent tout d'abord à poser quelques questions. Pourquoi, par exemple, alors qu'en 1976 les patrons avaient décidé « d'étaler» les difficultés entre les différentes régions, ont-ils décidé de bloquer cette année les difficultés sur la seule Lorraine. Pourquoi, alors qu'un nouveau plan d'aide est en négociation une telle mesure a-t-elle été décidée ? S'agit-il d'une « pression » faite sur le gouvernement ? Elle serait, s'agissant de l'emploi de milliers de personnes, de bien mauvais goût. Pourquoi annonce-t-on la possibilité de « recaser» du personnel à Fos, alors que la Solmer qui tourne à plein régime n'a prévu que cinquante postes pour les Lorrains ? Bref, on n'en finirait pas de poser des questions.

Reste l'avenir. La gauche, qui n'est jamais restée indifférente aux « aides » fournies par le Pouvoir, qui a dénoncé la dilapidation sans contrôle des fonds publics, a pour sa part des propositions à faire. Vendredi, le Bureau exécutif du P.s. proposait sur ce point que « l'énorme dette des sociétés sidérurgiques soit consolidée en capital et gérée par un organisme d'Etat regroupant les holdings Denain Nord-Est Longwy, la Compagnie lorraine industrielle et financière, Marine Wendel et Schneider S.a. ». Et le débat qui va avoir lieu à l'Assemblée nationale permettra à la fois de mettre le gouvernement devant ses responsabilités et de rappeler les



diverses propositions faites par les partis de gauche.

En mars 1972, le programme du Parti socialiste prévoyait, pour la sidérurgie, la prise de participation pouvant être majoritaire. Le débat sur la nationalisation est donc simple. Mais on ne peut se limiter à vouloir nationaliser les « canards boiteux ». Le débat doit porter plus loin. Tout d'abord dans quels secteurs la puissance publique doit-elle devenir prééminente, ou être la seule ? Sur la seule production d'acier brut ? Faut-il aller plus loin ? Et jusqu'où ?

C'est en fait une planification démocratique qui devrait permettre d'éviter des crises comme celle que la Lorraine traverse aujourd'hui. Non que la gauche puisse peser sur la crise mondiale. Mais, qu'il s'agisse des volumes de production, des localisations, des coûts et des prix, la gauche pourra éviter que les décisions de quelques-uns, leur volonté de profit à court terme saignent à blanc une région. En effet, l'acier produit ne l'est que pour être transformé. Ce n'est qu'en fonction d'un tissu industriel rénové, d'une volonté affirmée et suivie de réorienter notre production, d'équilibrer nos échanges extérieurs qu'une planification démocratique peut faire de la sidérurgie autre chose qu'un gouffre sans fond.

Le vrai débat est là. Il ne s'agit pas, comme le proclame Raymond Barre, de faire plaisir aux sidérurgistes. Le Premier ministre a, en effet, déclaré : « Les sidérurgistes seraient très contents d'être nationalisés car ils n'auraient plus d'argent à mettre dans leurs affaires ». Petit détail : il est révélateur d'entendre le Premier ministre croire qu'une fois nationalisée une firme est toujours l'affaire des propriétaires, ce que prouve l'emploi du « leurs ». On a ainsi une idée de la conception qu'il peut avoir d'une nationalisation. Cela n'a aucun rapport avec ce que la gauche fera.

Prenant en main la direction d'un secteur, planifiant son développement ou, le cas échéant, son freinage, maîtrisant les prix et pouvant intervenir efficacement sur ce que le président de Thyssen, M. Spethmann, appelle les « mécanismes du marché » et qui n'est que la loi du plus fort, du mieux protégé, du mieux aidé, un gouvernement de gauche pourrait à la fois régler les problèmes structurels tout en permettant à ce secteur de conserver son dynamisme.

En effet, tablant sur une reprise pouvant intervenir à l'automne 1977, les sidérurgistes européens les plus « solides», ceux de la R.f.a., ceux qui en « s'appuyant sur leurs propres forces » peuvent espérer passer le temps des vaches maigres et se retrouver maîtres du jeu lorsque des temps meilleurs seront arrivés, ceux-là ont tout fait pour éviter que la Communauté, à l'égal des Etats-Unis, par exemple, puisse contrôler efficacement les prix et, s'il le faut, contingenter les importations. Ce sont les mêmes qui, au mépris de l'idée européenne — mais faut-il s'en étonner — ont reconstitué des cartels, afin de mieux traverser la crise.

Cadeaux de la collectivité

Les difficultés actuelles de la sidérurgie française sont donc, sur plusieurs points amplement révélatrices. Du côté du pouvoir elles montrent que « l'aide» fournie, aussi importante soit-elle, n'a été assortie d'aucune mesure permettant de contrôler son utilisation. Il s'agit donc de cadeaux payés par la collectivité à un patronat qui de surcroît a fait la preuve de son incapacité de l'utiliser au mieux des intérêts de la collectivité. Ce qui n'étonnera personne. Mais l'étendue du désastre montre à quel point la volonté d'éviter toute relance est dommageable pour notre économie.

A contrario, cela prouve que seule la gauche est capable, en utilisant la maîtrise publique des grandes industries et la planification démocratique, d'éviter de pareils à-coups, de prévoir, d'organiser les retraits nécessaires, les rééquilibrages à envisager. Et de le faire avec tout ce que cela implique : les reconversions, la création de nouvelles industries assurant à notre marché national les produits de base dont il a besoin pour pouvoir produire, en évitant l'asphyxie de régions entières et la multitudes de drames personnels qu'implique une décision comme celle que les dirigeants d'Usinor viennent de prendre. Songez à ceux qui à Thionville ou ailleurs travaillaient pour la sidérurgie, songez à leur avenir proche ou lointain. C'est cela aussi, même si l'on en parle peu, l'économie. Et c'est la vie de tous ces hommes, de toutes ces femmes qu'il convient, ensemble, de changer.

GUY PERRIMOND

changer la vie sociale et économique

P.D.G. : BLANC COMME NEIGE

Plus de peur que de mal pour Jean Chapron, premier P.d.g. de France à avoir été incarcéré après un accident mortel du travail. Le directeur des établissements H.g.d. de Vendin-le-Vieil (près de Béthune) vient d'être relaxé par la quatrième chambre de la Cour d'appel de Douai. Il y a deux ans et deux mois, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1975 mourait Roland Wuillaume, écrasé entre deux wagons sans frein entraînés par leur poids sur une voie ferrée en pente qui n'aurait pas dû l'être. Cet ouvrier intérimaire, handicapé de la hanche, avait été placé à ce poste sans vérification de son aptitude à faire ce travail ni de la part de l'entreprise intérimaire, ni par la société H.g.d. qui avait loué ses services.

200 000 CHOMEURS DE PLUS

L'Europe, en un an (de février 1976 à février 1977) a gagné 200 000 chômeurs supplémentaires, soit une progression de 3 %. Mais tous les pays n'offrent pas le même bilan. Ainsi, l'Allemagne, durant la même période, a vu diminuer de 10 % le nombre de ses travailleurs sans emploi, et les Pays Bas ont enregistré une baisse de 8 %. Le Danemark (avec + 15 %) et la Belgique (+ 14 %) détiennent la palme des augmentations dans ce domaine. La France fait partie du peloton (+ 8 %) devant la Grande-Bretagne (+ 9 %) et derrière l'Italie (+ 7 %) Globalement, le nombre des femmes européennes sans emploi a augmenté de 13 %.

UN COUP DE TABAC

Les salariés de la manufacture de tabac « La Tabacat » installée à Casamozza, au sud de Bastia ont occupé leur entreprise le 30 mars au matin. Le personnel a également interdit l'accès de l'enceinte industrielle dans laquelle est installée « La Tabacat » aux autres sociétés locataires.

Par cette action, les grévistes veulent obtenir du S.e.i.t.a. qui a le monopole en France de la commercialisation du tabac, qu'il consente à vendre sur le marché continental les produits de « La Tabacat », notamment le cigare « Luciana ».

220 AUTOBUS DETOURNES

A Mexico, les habitants ont décidé de faire la grève de la hausse des tarifs sur les transports en commun. Sans prévenir et sans avoir obtenu l'autorisation des responsables municipaux, les propriétaires des compagnies de transport en commun ont décidé d'augmenter de 37 % le prix des billets. Les habitants de Mexico n'ont pas supporté cette atteinte brutale à leur pouvoir d'achat. Les 26 et 27 mars derniers, non seulement ils ont refusé de payer mais ils ont détourné 220 autobus dans un quartier industriel. Des étudiants ont décidé de monter la garde auprès des véhicules. L'opération s'est déroulée sans violence. La police n'a pas eu à intervenir.

C.N.R.S. SOUS-ALIMENTE

De parent pauvre, le secteur de la recherche scientifique — compte tenu de l'austérité accrue imposée par le plan Barre — devient un parent franchement sous-alimenté : ainsi faut-il comprendre la journée « sandwichs » à laquelle ont massivement participé les personnels du C.n.r.s. à travers toute la France le 31 mars dernier. Ce jour-là, à l'appel du Sgen-C.f.d.t., du S.n.c.s-Fen, du S.n.p.c.e.n.-Fen, du S.n.t.r.s.-C.g.t. et du Snirs-C.g.c., la quasi-totalité des restaurants du C.n.r.s. sont restés fermés. Au siège de la direction générale, près de 400 personnes ont « casse-croûté » dans le hall d'honneur avec une double revendication. D'une part, les salariés du C.n.r.s. exigent des crédits assurant un meilleur fonctionnement de leurs restaurants. D'autre part, ils demandent un budget social conforme aux besoins du personnel.

Grâce à leur action, les personnels ouvriers et de service ont obtenu que soit lu devant le Conseil d'administration et par son président un exposé de leurs revendications. Après qu'un élu C.g.t. ait expliqué la gravité de la situation de la recherche scientifique et de ses personnels, le président du Conseil d'administration a déclaré « que l'on ne pouvait que souscrire à cette déclaration ». De son côté, le directeur général du C.n.r.s. s'est adressé solennellement aux pouvoirs publics sur ce thème.

ON N'ENCAISSE PLUS

Les caissiers des parcs de stationnement d'Orly se sont mis en grève le 24 mars dernier à l'appel des syndicats C.g.t., C.f.d.t. et F.o. Ce que veulent avant tout les grévistes : faire reconnaître leur qualification. « L'accroissement des responsabilités, un maniement des fonds de plus en plus important, l'augmentation des tâches à accomplir, l'accroissement de la productivité, justifient le reclassement de la profession dans la filière « exécution principale » estiment-ils. Depuis le début du conflit, la direction d'Orly n'a cessé de refuser toute négociation sérieuse. Mieux : après deux jours de silence, et après avoir préféré perdre des dizaines de millions à cause de cette grève, les représentants de la direction sont venus proposer ce marché, jugé honteux par les grévistes : s'ils acceptaient de reprendre le travail, une prime unique de l'ordre de 200 F serait versée aux agents présents lors des difficultés dues au prépaiement. La mesure a été jugée inacceptable.

LA REALITE D'UN HOSPICE

Exaspérés par l'utilisation que les candidats de droite ont tenté de faire des personnes âgées, et de la réalité de leur vie quotidienne, les personnels de l'hôpital maison de cure médicale de Corentin-Celton d'Issy-les-Moulineaux avec leur section C.f.d.t. ont décidé d'en parler à leur tour. Jeudi dernier, en présence des parents de pensionnaires de Corentin, les représentants C.f.d.t. des ouvriers et des hospitaliers, ont raconté ce qu'était, à l'heure actuelle la vie quotidienne dans ce « mouroir» de la périphérie parisienne.

Construit en 1860, l'hôpital Corentin Celton abrite 1 200 lits dont 500 en dortoirs. « Dans ces dortoirs, affirme la C.f.d.t., les vieillards sont soumis à un régime militaire et attendent la mort sans que les règles les plus élémentaires de l'hygiène soient respectées. Pas de sanitaire, pas de linge décent, pas de soins... La nuit, un agent se débrouille pour s'occuper de 105 invalides. La garde, chaque jour, de 105 invalides par quatre agents entraîne la violation quotidienne des règles les plus élémentaires de sécurité. La dignité humaine ici n'a plus de sens. « Le vieillard est rabaissé au rang de bête », dénonce la secrétaire de la section, M. Nowak.

Le sort des travailleurs de cet hôpital n'est guère plus enviable. Ainsi, les ouvriers du bâtiment travaillent dans des baraquements qui n'ont subi aucune réfection depuis 117 ans... où sont enfreints tous les articles du Code du Travail. Le personnel hospitalier, pour sa part, n'a ni douche, ni W.c. Et bien sûr, chaque agent effectue le travail de 4 ou 5 personnes. C'est parce que ces scandales ne peuvent rester cachés que les salariés de Corentin, les vieillards hospitalisés et leurs parents ont décidé d'étaler au grand jour ce que les représentants du Pouvoir feignent d'ignorer.

Ville de la banlieue nord de Paris (50 000 habitants) recherche documentaliste pour création d'un service municipal d'informations générales ouvert au public.

Ecrire au journal 12, Cité Malesherbes, 75009 Paris.

LA RIPOSTE SYNDICALE

Sur le front social le ton monte. L'heure est à la lutte s'accordent à reconnaître les syndicats. Même les plus modérés menacent de sortir de leur réserve si le gouvernement ne revient pas à une attitude plus libérale en matière de négociations. Et bien fous seraient ceux qui ne verraient dans cette offensive que le retour annuel d'une saison propice à l'échauffement des esprits.

Car si les confédérations sont loin d'être toutes d'accord sur la riposte à mener, toutes admettent que la dégradation des rapports entre partenaires sociaux n'a jamais été aussi profonde. Et cela dans toutes les branches d'activité, publique ou privée.

C'est dans le secteur public et nationalisé que l'impasse apparaît le plus clairement. Dès l'ouverture des négociations, il y a six mois, politique contractuelle et impératifs du plan Barre s'avéraient inconciliables. Et ce ne sont pas les 1,5 % « accordés » par le gouvernement qui « décrisperont » la situation. Que ce soit à l'E.d.f., aux Charbonnages de France, à la R.a.t.p. et dans toute la Fonction publique, les projets d'accords salariaux conditionnés aux 6,5 % de prétendu rattrapage du pouvoir d'achat sont jugés insuffisants. Et les salariés sont d'autant moins décidés à laisser faire qu'ils font les frais quotidiennement des réductions budgétaires de fonctionnement imposées à l'administration. Ainsi, pour la première fois dans la Fonction publique, une réelle inquiétude sur l'emploi a fait son apparition ces mois derniers. Les auxiliaires et non-titulaires ne sont plus les seuls à se sentir menacés. Le nombre des postes supprimés a été trop important ces dernières années pour ne pas inquiéter. L'exemple de la S.n.c.f. est parlant : entre 1949 et 1976, les effectifs ont diminué de 200 000 cheminots. Avec la kyrielle de conséquences entraînée par la pénurie de personnel sur les conditions de travail et la qualité du service public. Cette année, à la S.n.c.f., les cinq fédérations de cheminots ont refusé en bloc le protocole.

Le gouvernement rejette bien sûr la responsabilité de la rupture des négociations sur les syndicats, mettant en doute leur volonté réelle de discuter. Lassés de ces arguments, Georges Séguy et Edmond Maire adressaient le 4 avril à Raymond Barre une lettre lui demandant un entretien pour renouer le dialogue dès le lendemain après-midi. A 16 heures, mardi dernier, les délégations de la C.g.t. et de la C.f.d.t. trouvaient porte close à l'Hôtel Matignon. Le Premier ministre n'a pas jugé bon de les recevoir. Jeudi dernier, les états-majors des deux confédérations ouvrières se sont donc rencontrés pour discuter des modalités d'actions jugées désormais indispensables.

Le ciment de la S.s.

Arrêts de travail étalés sur plusieurs jours dans chacun des secteurs publics ou journée massive de protestation ? De toute façon, les deux confédérations soumettront leur décision à l'approbation de la Fen. La Fédération de l'Education nationale, pour sa part, a fait savoir qu'elle écartait toute idée d'une action limitée au secteur public. De son côté, Force ouvrière a également demandé une entrevue avec le Premier ministre. Bien qu'aucun syndicat F.o. n'ait voulu, cette année, signer les accords salariaux proposés, la Confédération persiste dans sa volonté d'arracher des concessions au gouvernement pour la sauvegarde de la politique contractuelle. Pour le moment donc, si tous les syndicats affûtent leurs armes pour la bataille, ils risquent bien de monter au front dans un certain désordre.



Cependant, une atteinte aux droits des travailleurs pourrait jouer le rôle de ciment et gommer toutes les divergences : les attaques en règle contre la Sécurité sociale soulèvent de tous côtés la même indignation. Le gouvernement va-t-il se décider à sortir le décret qui diminuerait de 30 % le remboursement de près d'un millier de médicaments courants ? Il semblerait que face à ce tollé, il hésite. Quoi qu'il en soit, les syndicats se tiennent prêts. Et décret ou pas, il est déjà décidé que la campagne de sensibilisation et d'information sur la Sécurité sociale, commencée il y a déjà plusieurs mois par la C.g.t. et la C.f.d.t., s'intensifiera dès ce mois d'avril.

Dans le secteur privé, plus que jamais les travailleurs subissent des attaques tous azimuts. Dans les grands groupes industriels, la restructuration bat son plein. Et les licenciements se multiplient. Officiellement, la France a, pour la première fois, dépassé le million de chômeurs. De toutes parts, dos au mur, des milliers de salariés se battent pour défendre leur travail. Derniers annoncés, les 3 800 licenciements d'Usinor à Thionville (Nord) n'ont pas fini de faire parler d'eux. (Voir ci-contre.) « D'abord parce que, compte tenu du tissu industriel de cette ville, pour un emploi supprimé chez Usinor, trois salariés se voient privés de travail dans des entreprises qui ne vivent que de sous-traitance », explique un représentant de la nouvelle municipalité de gauche. Trois mille licenciements chez Usinor — le calcul est simple — entraînent en fait la mise au chômage de 10 000 salariés. Autant condamner tout de suite cette ville de 45 000 habitants. Face au danger imminent, les protestations se multiplient.

Soutenir Thionville

Les cinq Fédérations de la métallurgie (C.g.t., C.f.d.t., F.o., C.f.t.c. et C.g.c.) se sont réunies et ont décidé dans un premier temps d'organiser des délégations intersyndicales, le 8 avril, dans les entreprises et auprès de la Chambre patronale. Et le 14 avril, dans le cadre d'une campagne d'action C.g.t. et C.f.d.t. concernant toute la sidérurgie (aussi bien la métallurgie que les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, de la machine-outil et toutes les activités diverses, de l'informatique à l'électronique), dans la France entière, les manifestations se multiplieront pour s'opposer à cette politique patronale et gouvernementale et pour sou-



LES MUNICIPALITES DE GAUCHE AUX COTES DES TRAVAILLEURS D'USINOR

Le 7 avril la municipalité d'Union de la gauche de Thionville, présidée par le Dr Paul Souffrin (P.c.) a tenu un conseil municipal extraordinaire et public. Les seuls points à l'ordre du jour étaient l'emploi et la situation à Usinor. Le conseil municipal s'est interrompu pour donner la parole à la salle.

La veille, les élus de Thionville et de Yutz ont fait savoir au préfet de région qu'ils ne voulaient pas admettre la liquidation d'Usinor. Puis de très nombreux maires et conseillers municipaux de la gauche participèrent à la manifestation de la C.g.t. et au meeting organisé par la C.f.d.t. qui réunissait plusieurs milliers de personnes.

« Les problèmes d'emploi étaient au centre de notre campagne électorale, dit Paul Souffrin et nous avions déjà affirmé qu'une fois élus nous serions aux côtés des travailleurs. Maintenant nous soutiendrons toutes les décisions qu'ils seront amenés à prendre. Si les métallurgistes décidaient l'occupation de l'usine et que cela pose des problèmes matériels, la municipalité de Thionville les aiderait à y faire face. »

« Nous voulons par ailleurs mobiliser et associer la population à la lutte des ouvriers, et amplifier notre action du côté des pouvoirs publics aussi loin qu'il le faudra pour empêcher ce coup bas porté à toute la région », dit Henri de Beaumont, conseiller municipal socialiste de Thionville qui vient de demander la réunion extraordinaire du Conseil régional de Lorraine.



tenir les licenciés de Thionville. Là-bas, tout le monde garde en mémoire que d'ici à 1980, ce sont 20 000 emplois qui doivent disparaître selon les prévisions de l'Union des industries minières et métallurgiques (U.i.m.m.), dont plus de 15 600 pour la Lorraine. La Fédération de la métallurgie C.f.d.t. (F.g.m.) pour sa part, insiste sur le fait qu'elle pense mener une campagne plus étalée dans le temps, avec un maximum d'actions laissées à l'initiative des travailleurs dans les entreprises. Un effort d'information important a été fait dans ce sens par la F.g.m. avec la distribution d'un tract à 700 000 exemplaires qui devrait toucher un métallo sur deux.

Le mois d'avril connaîtra aussi le développement d'actions dans d'autres secteurs. Ainsi, le 13 avril, C.g.t. et C.f.d.t. appellent à 24 heures nationales de manifestation dans la construction et le bâtiment. Et le 21 avril, toujours sur les grands thèmes de la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat,les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. de l'habillement, du textile et du cuir appellent leurs adhérents à un grand rassemblement à Paris. Dans le secteur de la chimie, ces deux syndicats sont à l'heure actuelle en pourparlers pour établir les modes d'action les plus appropriés aux revendications des salariés.

Et puis de toute part, les initiatives se multiplient, à tous les niveaux. Comme le montrent les listes du secteur action économique de la C.f.d.t., les simples conflits motivés par des licenciements depuis le début de l'année et recensés par Louis Bodin occupent des pages et des pages dans un grand cahier. A la C.g.t. aussi, on dresse un bilan impressionnant de l'action revendicative à la fin du mois de mars. Pour Oswald Calvetti, membre de la commission exécutive de la C.g.t. et responsable de ce service, un fait important se dégage de ce dernier recensement. « Depuis le début de l'année, dit-il, nous nous apercevons que les conflits pour le pouvoir d'achat sont chaque fois un peu plus nombreux que les conflits pour la défense de l'emploi. Et cette tendance semble se renforcer avec le temps. »

L'action paie

Une autre caractéristique frappe les syndicats : « Il y a maintenant des mouvements, parfois très durs, dans des petites entreprises ou dans des villes où il ne s'était rien passé sur le plan social depuis une éternité », affirme Michel Lenoir, secrétaire confédéral C.f.d.t. à l'Action revendicative. Maintenant, il n'est plus rare de voir des exemples comme celui de l'entreprise Pluidor (chimie) à Saint-Nazaire. Le 9 mars dernier, 9 salariés, sur les 13 que compte cette entreprise, se sont mis en grève. Ils voulaient obtenir 1 F d'augmentation horaire (leur salaire varie entre 1 600 et 2 000 F par mois), la révision de leur classification et l'application de la loi sur les congés. Et ils ont toute chance d'obtenir satisfaction, comme ils ont déjà obtenu l'amélioration des conditions de travail et la condamnation de leur employeur à 15 000 F d'amende pour licenciement abusif.

L'action paie : telle est indiscutablement l'affirmation syndicale à l'ordre du jour. Et ce n'est pas le redémarrage de la Cip (habillement) après 18 mois d'occupation, ni d'Artal (habillement) après 16 mois, ni de Desombre, ni de la Siccna (à Saint-Malo, construction navale) qui va rouvrir ses portes en avril après 23 mois de conflit qui vont contredire cette affirmation.

Certes, de tous côtés, la répression et l'appel systématique et immédiat aux forces de l'ordre contre les travailleurs deviennent les règles d'or du patronat. Le conflit de la B.n.p. en est un exemple flagrant. Ou encore celui des dockers à Dunkerque. Mais de toutes parts aussi, confronté à la détermination des travailleurs, le patronat recule. Et si, en apparence, le plan Barre demeure respecté, dans bien des entreprises déjà, par le biais d'une prime ou d'une révision des classifications, les salariés arrivent à le déjouer.

CHRISTINE COTTIN

DOSSIER EMPLOI

LE RÔLE DES COMMUNES

PAR JEAN-PAUL BACHY
délégué national au Travail et à l'Emploi



Besançon (horlogerie) ; Annonay (tanneries) ; La Ciotat, Brest, Cherbourg (chantiers navals) ; Thionville (sidérurgie) ; Tourcoing (textile). La leçon des municipales est claire. Plus encore que partout ailleurs, c'est dans les villes où la crise du chômage a été la plus aiguë, ces derniers mois que la gauche a gagné. A lui seul, ce constat montre combien est fort le mécontentement de l'opinion face aux conséquences du plan Barre, mais aussi combien le lien s'est fait spontanément, dans l'opinion, entre les problèmes de l'emploi et ceux de la gestion communale.

L'écho rencontré depuis trois ou quatre ans, dans de nombreuses régions, par certains conflits sociaux liés à des licenciements collectifs ou à des faillites en témoigne. Donner aux habitants la possibilité de trouver des emplois correspondant à leurs besoins est un des objectifs les plus souvent mis en avant par les élus socialistes.

Les créations d'emplois constituent en effet un des leviers essentiels pour faire de la commune un réel pôle d'attraction. Les retombées fiscales résultant de l'implantation d'activités nouvelles, impliquant la création de nombreux emplois, ne doivent pas non plus être négligées. L'emploi influe beaucoup sur l'ensemble des activités de la commune : commerce, vie locale... Qui ne peut voir, à l'inverse, l'importance des conséquences négatives que peuvent avoir sur l'essor d'une ville ou d'un département, le départ d'une main-d'œuvre nombreuse et la disparition d'une ou plusieurs entreprises ?

Les moyens d'incitation

L'un des moyens d'incitation directe utilisés est la création de zones industrielles. Réalisées le plus souvent en liaison avec les Chambres de commerce et d'industrie, mais avec une forte participation financière des communes, les zones industrielles permettent d'obtenir de bons résultats dans certains cas. Mais chaque commune importante jouant le plus souvent en ce domaine sa propre carte, sans se préoccuper de ce que font les communes voisines, il en résulte un certain nombre de gaspillages et d'incohérences : pourquoi construire deux zones industrielles identiques à quelques kilomètres de distance ? Est-on toujours sûr que les aménagements prévus sont les mieux adaptés par rapport à ceux qui existent déjà dans la région ? La concurrence qui peut exister dans une même région, entre plusieurs communes ayant chacune entrepris d'attirer des industries, place également les élus en position de quémandeurs par rapport aux milieux d'affaires. Cela permet à ces derniers de pratiquer de faciles surenchères pour monnayer à bas prix leur installation dans un endroit plutôt que dans un autre.

La décentralisation : une solution ?

La politique d'aménagement du territoire (et notamment les aides à la décentralisation) vise théoriquement à corriger ces injustices. Il ne s'agit plus, cette fois, de puiser dans les caisses des collectivités locales, mais dans celles de l'Etat et de donner aux entreprises des primes avantageuses lorsqu'elles acceptent de s'implanter dans des zones déshéritées. Intéressante en théorie, cette politique présente en fait deux graves inconvénients. Le premier tient à la nature des critères des choix qui sont faits par l'Etat et le gouvernement entre les régions et les collectivités bénéficiaires. L'expérience montre que les critères proprement politiques jouent un rôle prépondérant. Jacques Chirac n'a-t-il pas fondé son ascension en Corrèze sur ce trafic d'influence et l'arrosage systématique de sa circonscription ? Le vice profond d'une telle politique est que, sous couvert de décentralisation, elle donne en réalité au pouvoir central une marge d'appréciation discrétionnaire et une possibilité de pression sur les collectivités locales et les élus qui est considérable.

Ces diverses raisons expliquent qu'il y ait à l'heure actuelle, concernant les problèmes de l'emploi comme d'autres problèmes, un malaise profond qui s'aggrave parmi l'ensemble des élus locaux. Ce malaise ne tient pas seulement à la crise générale de l'emploi, dont les collectivités locales ne sont évidemment pas responsables. Il tient simplement à ce qu'elles en supportent les conséquences, sans avoir en ce domaine la moindre possibilité d'initiative. Cette situation est préjudiciable non seulement aux communes elles-mêmes ainsi qu'à l'ensemble des collectivités locales, mais à l'ensemble des travailleurs.

Rendre l'initiative aux collectivités

Depuis une dizaine d'années en France, la politique d'emploi est fondée sur l'idée de mobilité à tout prix. Considérée comme une nécessité pour faire face aux mutations profondes de l'appareil productif (concentration ; modernisation technologique etc.), cette mobilité a été systématiquement encouragée. Avec dix ans de recul, on est bien obligé de constater qu'elle a assez largement échoué, y compris chez ceux vers qui elle était prioritairement dirigée, à savoir les jeunes. Si la mobilité professionnelle est assez largement admise, et même souhaitée, dans la mesure où elle peut être synonyme de promotion, il en va tout autrement de la mobilité géographique. Celle-ci dans certaines régions, ou branches d'activité, est synonyme de véritable exode. Mais même là où la mobilité ne se traduit pas par la menace d'un déracinement analogue à celui qu'ont vécu des milliers de travailleurs, lors d'opérations comme celle de Fos-sur-Mer, l'attachement au cadre local et régional paraît tel qu'on est bien obligé d'en tirer des conséquences quant à la conception même de la politique de l'emploi. Faire en sorte que les collectivités locales aient des pouvoirs accrus en matière économique ne correspond pas seulement à une exigence de démocratisation de leurs rapports avec le pouvoir central. C'est aussi un besoin qui correspond très précisément aux tendances actuelles de l'évolution des comportements sur le marché du travail et à la nécessité de prendre en compte beaucoup plus qu'autrefois les problèmes régionaux et locaux.

Plusieurs suggestions peuvent être faites à cet égard. La première consisterait à supprimer toutes les entraves administratives et financières qui, à l'heure actuelle empêchent les communes d'intervenir dans la vie économique. Dès lors que les collectivités locales se verraient transférer 30 % des ressources fiscales, comme le propose la gauche, pourquoi ne créeraient-elles pas leurs propres entreprises, lorsqu'elles correspondent à des besoins évidents ? Pourquoi ne pourraient-elles pas intervenir dans la vie des entreprises locales, par le biais de subventions et de prises de participation ? On peut aussi

imaginer que les communes proposent à certaines associations de subventionner des projets de réalisation, dans les domaines les plus divers. Le montant de la subvention, serait proportionnel au nombre d'emplois potentiels créés par la mise en œuvre du projet. Ce système qui, en stimulant l'innovation, donne aux communes une large part d'initiative, permettrait aussi de prendre en charge quantité de besoins sociaux actuellement non satisfaits.

Et les Conseils régionaux ?

Ce qui est possible à l'échelon des communes le serait encore plus à l'échelon des régions, à condition qu'elles soient démocratisées et dotées d'un véritable exécutif élu. Les régions devraient notamment pouvoir jouer un rôle dans toutes les opérations de reconversion qui peuvent s'avérer nécessaires lorsque des problèmes d'emploi se posent dans une entreprise. Le Conseil régional déléguerait, par exemple, une commission pour étudier le dossier de l'entreprise. Cette commission, outre les représentants de la région, pourrait comprendre les syndicats et les délégués du patronat local ainsi qu'un certain nombre de spécialistes de la Formation professionnelle (A.f.p.a.), de l'Agence pour l'emploi, des Assedic, etc. En fonction de l'avis de cette commission, les activités de l'entreprise seraient relancées, ou une reconversion envisagée. L'appui financier nécessaire pour réaliser l'opération serait fourni par les banques régionales d'investissement prévues par le programme commun. Ces dernières pourraient soit subventionner, soit accorder des prêts, soit prendre une participation, voire un contrôle majoritaire dans l'entreprise, si celle-ci revêt pour la commune ou la région, une importance décisive.

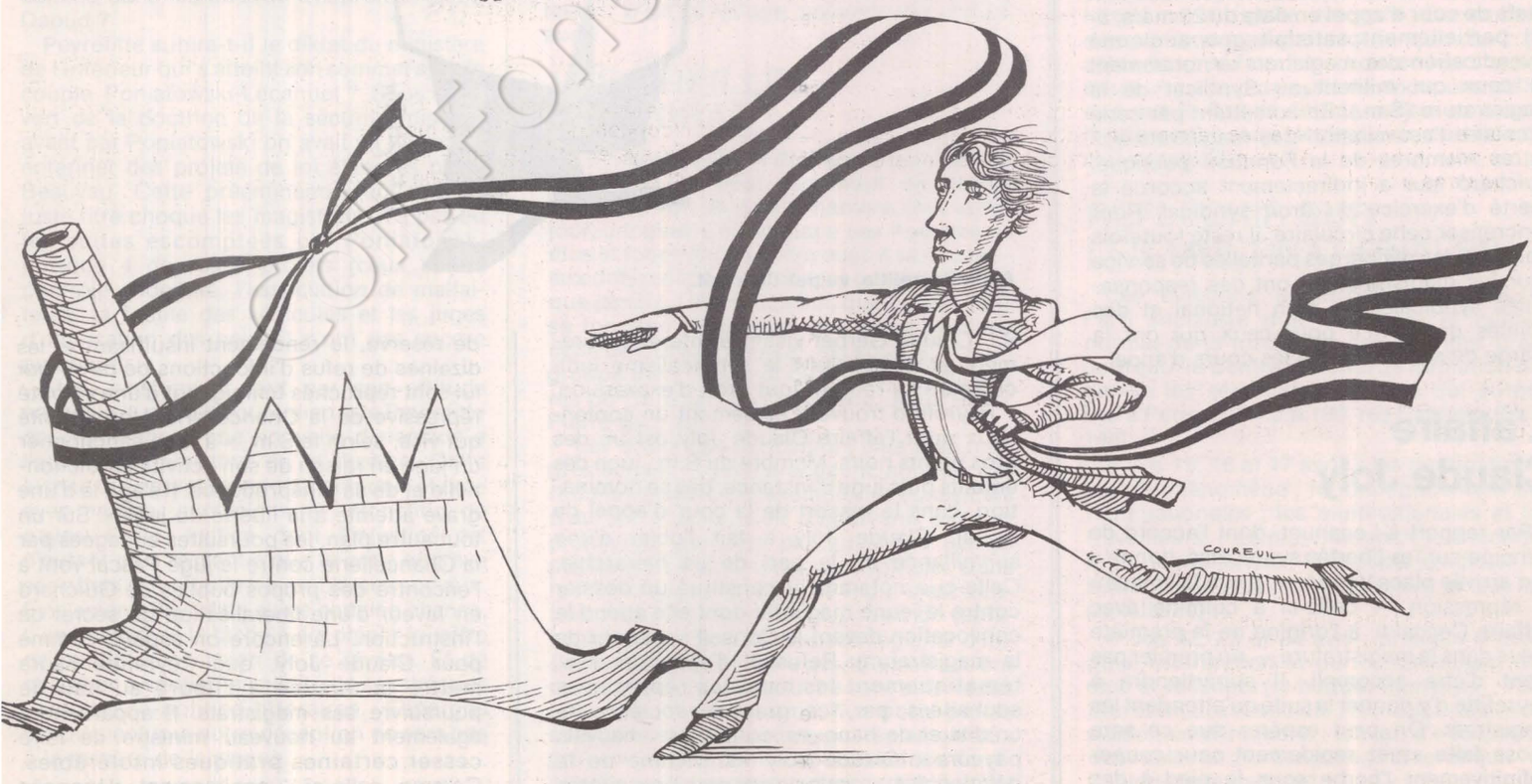
Ces idées ne sont pas utopiques. Elles s'appuient sur des expériences concrètes. La mise en place des Conseils régionaux en France en 1974 coïncidant avec les débuts de l'aggravation de la crise de l'emploi, certains Conseils ont dès le départ inscrit sur leur budget un chapitre spécial concernant la « défense et la promotion de l'emploi ». C'est ainsi que le Conseil de la région Provence-Côte d'Azur, à direction socialiste, a inscrit à son budget d'origine un crédit de 10 millions de francs nouveaux auxquels s'ajoutaient un fonds d'intervention de 2 millions. La grève avec occupation qui s'est produite à la fin de 1974 à Marseille dans les établissements Titan-Coder, à l'annonce de la faillite de cette entreprise qui compte plus de 12.000 personnes, a fourni au Conseil régional, en liaison avec la Ville de Marseille, l'occasion de mettre pour la première fois à l'épreuve l'efficacité du fonds mis en place. Grâce à cette intervention, et malgré les nombreuses difficultés soulevées par le montage d'une telle opération, l'entreprise semble maintenant remise en ordre à la satisfaction de tous.

Sans doute ne faut-il pas se faire trop d'illusions sur la portée de telles initiatives. Car, dans le contexte capitaliste actuel, les chefs d'entreprise gardent toute autorité pour choisir leur lieu d'implantation et toute autonomie pour définir leur politique d'emploi, quelles qu'en soient les conséquences au plan régional ou local. La centralisation du pouvoir à Paris ne permet pas aux collectivités locales de jouer pleinement leur rôle.

Une autre politique

Il est clair que seule une autre politique peut apporter de vraies solutions. Cette nouvelle politique implique une réelle maîtrise du développement économique par les collectivités locales concernées.

Elle suppose aussi la mise en œuvre des mesures d'ensemble prévues par le programme commun, en matière économique, notamment celles qui touchent à l'aménagement du territoire et à la planification démocratique. C'est bien ce que doivent chaque jour et sans relâche, expliquer les élus socialistes à l'opinion et aux travailleurs. En ce sens, il est clair que les municipales s'inscrivent dans un combat plus vaste pour un changement de politique débouchant sur un changement de société.



QUAND LA JUSTICE S'EVEILLERA....

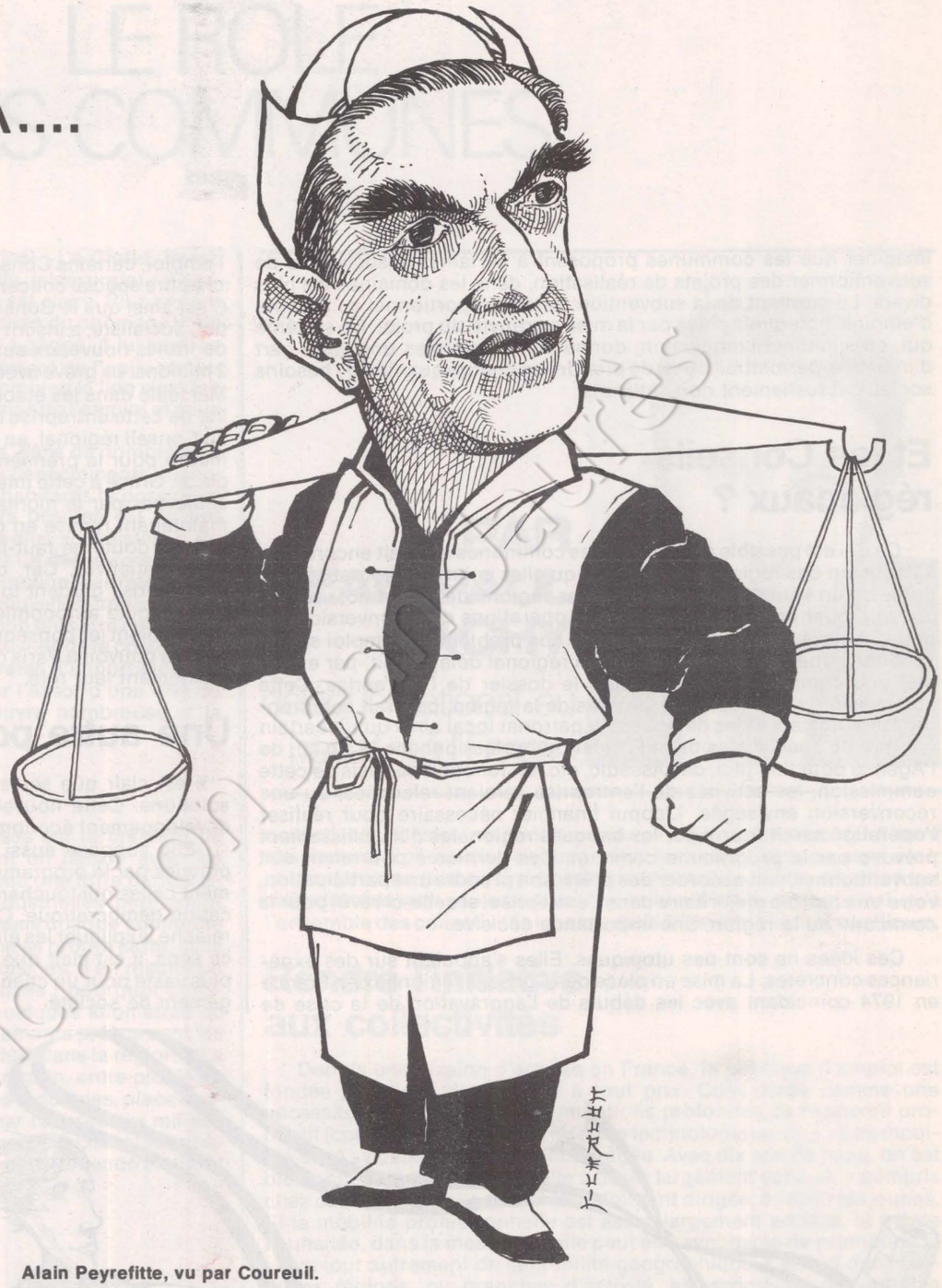
La relative stabilité que connaissent certains ministères, comme ceux des Finances et des Affaires étrangères, ne semble pas de mise place Vendôme. Moins de huit mois après avoir succédé à Jean Lecanuet, Olivier Guichard y est à son tour remplacé par Alain Peyrefitte, nouveau ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

Cette nomination marque une sorte de retour pour Peyrefitte qui a parfois donné l'impression de prendre quelque distance avec la chose politique. Une première fois après la contestation étudiante de Mai 68 qui l'avait surpris au ministère de l'Education nationale. La seconde après l'échec de Jacques Chaban-Delmas auquel il avait apporté son soutien à l'occasion des élections présidentielles. Pour autant, il n'a jamais abandonné ses mandats de député-maire de Provins et il a même dirigé la campagne électorale de l'U.d.r. dont il était le secrétaire général lors des élections législatives de 1973. Que trouvera l'auteur à succès de « Quand la Chine s'éveillera » et « Le mal français », récemment élu à l'Académie, dans son nouveau ministère, le 8e dont il détienne le portefeuille ?

Après la période Lecanuet dont les magistrats gardent un souvenir exécrable, l'intermède Guichard a tout juste permis de décrisper un peu l'atmosphère. La dernière décision du baron gaulliste s'est située dans cette perspective, limitée mais réelle, d'apaisement. Ainsi, par une circulaire aux chefs de cour d'appel en date du 28 mars, a-t-il partiellement satisfait une ancienne revendication des magistrats et notamment de ceux qui militent au Syndicat de la Magistrature (S.m.). En admettant par cette circulaire l'assimilation des magistrats aux autres membres de la Fonction publique, Guichard leur a indirectement accordé la liberté d'exercice du droit syndical. Pour concrétiser cette circulaire, il reste toutefois à prévoir des décharges partielles de service pour les magistrats qui ont des responsabilités syndicales au plan national et des facilités de service pour ceux qui ont la charge de sections dans les cours d'appel.

L'affaire Claude Joly

Par rapport à Lecanuet, dont l'accord de principe sur les libertés syndicales, donné à son arrivée place Vendôme, a vite fait place à la répression — celle-ci a culminé avec l'affaire Ceccaldi, à l'origine de la première grève dans la magistrature —, un premier pas bient d'être accompli. Il appartiendra à Peyrefitte d'y donner la suite qu'attendent les magistrats. On peut espérer que ce sera chose faite assez rapidement pour couper définitivement l'herbe sous le pied à des propositions de loi comme celle du député



Alain Peyrefitte, vu par Coureuil.

R.i. Claude Gerbet visant à interdire purement et simplement le syndicalisme judiciaire en lui retirant tout droit d'expression.

Peyrefitte trouvera également un contentieux dont l'affaire Claude Joly est un des gros points noirs. Membre du S.m., juge des enfants puis juge d'instance, dès sa nomination, dans le ressort de la cour d'appel de Douai, Claude Joly a fait l'objet d'une surveillance de la part de sa hiérarchie. Celle-ci a notamment constitué un dossier contre le jeune magistrat dont elle attend la convocation devant le Conseil supérieur de la magistrature. Refusant d'appliquer systématiquement les mesures répressives souhaitées par les grandes sociétés de crédits et de banques, contre les « mauvais payeurs », Claude Joly est victime de la délation des avocats de ces dernières auprès de sa hiérarchie. Le manquement au devoir de réserve, le rendement insuffisant et les dizaines de refus d'injonctions de payer qui lui sont reprochés témoignent d'une volonté répressive de la Chancellerie. Une volonté qui vise, selon le S.m., « à faire sanctionner un juge en raison de son activité juridictionnelle et de sa jurisprudence. Il s'agit là d'une grave atteinte à la liberté du juge ». Sur un tout autre plan, les poursuites engagées par la Chancellerie contre le juge Pascal vont à l'encontre des propos publics de Guichard en faveur d'une libéralisation du secret de l'instruction. Là encore on espère, comme pour Claude Joly, que Peyrefitte saura mettre la Justice à l'heure au lieu de poursuivre ses magistrats. Il appartiendra également au nouveau ministre de faire cesser certaines pratiques intolérables. Comme celle-ci, unanimement dénoncée par les syndicats de l'Education surveillée,



changer la vie politique

qui s'indignent de l'existence d'une note confidentielle du ministère réclamant des informations sur « l'activité politique » des candidats à un emploi public de l'Education surveillée. Qu'il s'agisse des juges du S.m. ou des personnels de l'Education surveillée, on jugera Peyrefitte sur sa capacité à faire cesser ce mal insupportable : la chasse aux sorcières.

Le diktat de l'Intérieur

Le public espère aussi découvrir un jour une Justice égale pour tous. Il s'étonne de voir traîner certaines affaires. Où en sont le dossier des pétroliers ou l'affaire de Broglie pour ne citer que celles-là ? La Justice continuera-t-elle de fonctionner à deux vitesses : rapidement lorsqu'elle est sollicitée par des employeurs (Amaury) ou des organisations parallèles (le Sac mis en cause dans le film « Le juge Fayard dit le Shérif ») et lentement lorsqu'il s'agit de faire droit aux revendications des travailleurs ? Faudra-t-il encore supporter des ordonnances comme celle du juge Pinsseau qui a rendu un non-lieu stupéfiant dans l'affaire des écoutes du « Canard Enchaîné » ? Le gouvernement continuera-t-il de dicter ses décisions politiques à une chambre d'accusation réunie d'urgence comme dans les affaires Chapron et Abou Daoud ?

Peyrefitte subira-t-il le diktat du ministère de l'Intérieur qui a atteint son sommet avec le couple Poniatowski-Lecanuet ? Sous couvert de la doctrine de la sécurité mise en avant par Poniatowski on avait vu Lecanuet entériner des projets de loi élaborés place Beauvau. Cette prééminence, qui avait à juste titre choqué les magistrats, n'a pas eu les suites escomptées par Poniatowski puisque 4 de ses 5 projets (ceux sur le contrôle d'identité, l'association de malfaiteurs, la fouille des véhicules et les juges d'application des peines) n'ont pas encore pu aboutir.

Mais c'est avant tout par son attitude envers la Justice du quotidien que Peyrefitte pourrait donner une nouvelle dimension à l'action du ministère de la Justice. Cette justice qui oppresse les plus démunis et rime avec saisies, expulsions et injonction de payer. Cette Justice dont l'injustice est d'autant plus ressentie que la crise aggrave ses effets et multiplie les problèmes sociaux. Finalement, Peyrefitte a une certaine chance. L'immensité de la tâche à accomplir lui offre de multiples occasion de se révéler. Et de chercher à vérifier la validité de ses théories sociologico-politico-littéraires. Espérons simplement que notre déception ne sera pas à la mesure de la sienne.

JEAN-LOUP REVERIER

DERNIERS « HUSSARDS » DE LA REPUBLIQUE »

Ils étaient peut-être vingt mille avant-guerre, ils ne sont plus que sept mille aujourd'hui. Mais, même si leur âge moyen augmente, ils demeurent fermes au poste. Ce sont les secrétaires de mairie-instituteurs qui, cette semaine, tiennent leur congrès annuel à Avignon. Dans leurs communes respectives, ils sont, avec le maire, les hommes-clés au courant pour ainsi dire de tout, proches de la totalité de la population. Des hommes de synthèse, une espèce en voie de disparition. D'un côté, on les accuse d'être des « cumulards » parce qu'ils arrondissent leur traitement avec un salaire d'appoint (et qui ne peut être que cela). D'un autre côté surtout, la politique de développement des syndicats intercommunaux (et plus encore les « communautés de communes » proposées par le rapport Guichard), favorise leur remplacement par des secrétaires à temps plein, des administratifs plus éloignés de la population, travaillant sur trois, quatre communes ou plus Ce qui va loin. Car cette fonction de secrétaire de mairie-instituteur attache l'enseignant à son village. Redevenu instituteur ordinaire, il préfère la ville ; l'école du village devient alors le « purgatoire» de jeunes normaliens. Les parents tiennent moins au maintien de l'école, bientôt fermée. Et une école qui meurt, c'est le village, souvent, qui meurt aussi...

LES OREILLES DE CHIRAC

Le nouveau statut de Paris a-t-il libéré la capitale ? On peut fortement en douter quand on voit de quelle manière, jour après jour, Jacques Chirac place ses hommes — élus et fonctionnaires dévoués à sa cause — aux différents postes de responsabilité. Plus que jamais, l'Hôtel de Ville, que ce soit dans sa fonction de Conseil municipal ou dans celle de Conseil général, est sous la loi d'un groupe bien connu et qu'illustrent les figures de Christian de La Malène, Jean Tibéri, Pierre Bas, etc.

Les droits de l'opposition, déjà bien maigres sous le régime précédent, sont encore réduits puisque, par exemple, les conseillers n'auront plus le droit d'intervenir sur des problèmes concrets par questions écrites publiées au Bulletin municipal officiel. Dans le même esprit, la majorité R.p.r. s'est attribué pour elle seule les 30 postes de représentants de Paris au Conseil régional d'Ile-de-France. Les suffrages des 45 % de Parisiens qui ont voté pour la gauche sont ainsi tenus pour nuls et non avenus. Aux porte-parole socialiste et communiste qui réclamaient la proportionnelle, Chirac a eu l'audace de répondre : « Vous commencez à m'échauffer les oreilles avec cette histoire ». Bel exemple de démocratie libérale, avancée et... musclée !

UNE SELECTION DE « LA CROIX »

Une initiative intéressante à signaler : notre confrère « La Croix - l'événement » publie désormais, chaque quinzaine, un cahier intitulé « les pages de l'événement ». Il s'agit d'une sélection d'articles de « La Croix » réduite aux dimensions standard (21 x 29,7), imprimée sur des feuilles perforées, avec tout un système de mots-clés et des indications de classifications selon la C.d.u. (classification décimale universelle).

LE BALLET DES PETITS CHEFS

Qui ne connaît son « petit chef » ? Dans l'Education nationale qui, jusqu'à ces dernières années, en était largement préservée, la politique suivie depuis mai 1968 a multiplié cette race-là. Dans « les Cahiers de la Fen », François Malcourant vient de publier un stupéfiant florilège des innombrables abus dus au développement délibéré de cette mentalité. Les cas courtelinesques se mêlent aux abus les plus odieux. Si le ton de la brochure est souvent humoristique, il devient vite grinçant quand sont en cause la liberté ou la dignité des gens. Car au-delà des personnages grotesques qui « font du zèle» pour se faire bien voir de leurs supérieurs, il y a tout un système, toute une politique que la Fen se doit de mettre en cause, fût-ce parfois aux dépens... de certains de ses membres.

REFLECHIR SUR LES MULTINATIONALES

Les élections municipales passées, le Parti socialiste doit reprendre le rythme normal de la totalité de ses activités. C'est pourquoi le Centre national de formation organise les séminaires suivants qui auront lieu à Paris, au F.i.a.p. (30, rue Cabanis, Paris 14e) :

- les 15, 16 et 17 avril : les multinationales (le phénomène ; le fonctionnement des multinationales ; les multinationales et les travailleurs ; les multinationales, la technologie, la recherche ; la risposte syndicale internationale ; les multinationales et leur impérialisme) ;
- les 22, 23 et 24 avril : pratique municipale, information et perfectionnement des élus et militants (le budget municipal ; l'action sanitaire et sociale ; les rapports avec le personnel communal ; le plan d'occupation des sols et l'urbanisme ; la pratique de l'union de la gauche).

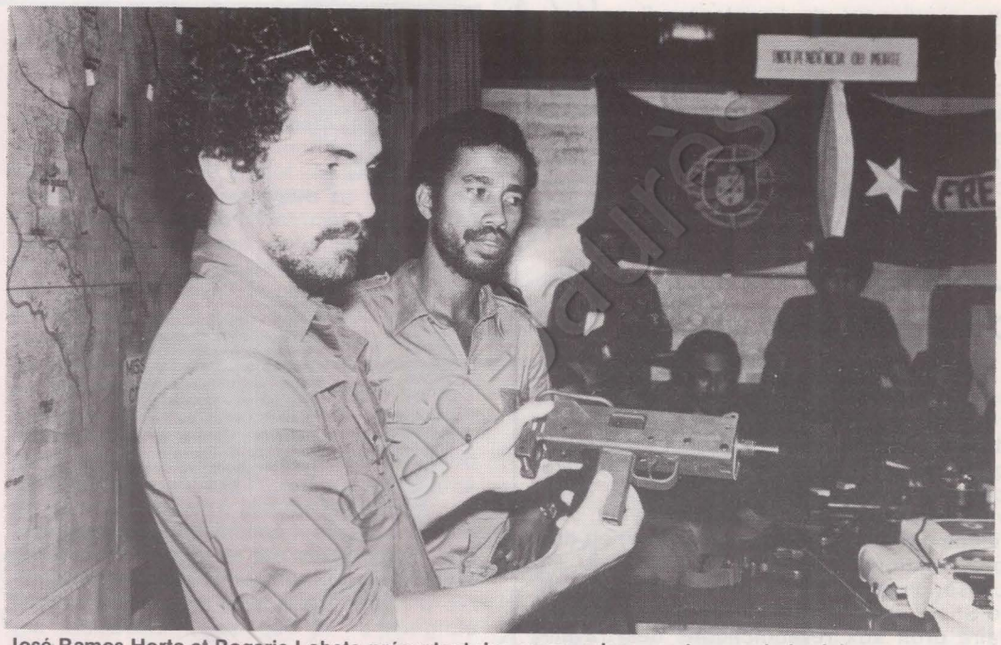
TIMOR : LE MASSACRE IGNORE

« Nous avons libéré 85 % du pays. L'armée d'occupation ne contrôle réellement que la capitale et quelques gros bourgs car les paysans, eux, soutiennent les forces de libération. Nous avons bien sûr délaissé la guerre conventionnelle qui nous aurait été défavorable pour la guérilla qui est plus conforme aux conditions géographiques et politiques de notre lutte : épuiser, démoraliser, harceler, tendre des embuscades à l'ennemi pour s'emparer de son matériel militaire, tel est l'objectif principal de notre résistance quotidienne ».

Ce discours qui fut tenu par tant de leaders du tiers monde est désormais un discours classique pour les fronts de libération. José Ramos-Horta, l'homme qui me raconte la résistance de son peuple est ministre des Affaires étrangères de Timor-Oriental, un pays qui se bat lui aussi pour son indépendance car depuis décembre 1975, il est militairement occupé par son puissant voisin : l'Indonésie.

« L'héritage » portugais

La partie orientale de l'île de Timor (située dans l'archipel de la Sonde) fut colonisée par les Portugais en 1511 tandis que sa partie ouest le fut cent ans plus tard, par les Hollandais. Après quatre siècles et demi d'une « mission civilisatrice, occidentale et chrétienne », le bilan chiffré de la présence portugaise à Timor-Oriental se passe de commentaire : 90 % d'illettrés, un pays ravagé par la tuberculose et le paludisme avec un taux de mortalité infantile qui atteint 40 % et seulement vingt médecins (la plupart exerçant d'ailleurs à Dili, la capitale) pour 650 000 habitants environ. S'ajoutent à ces données, 20 km de route asphaltée et un seul port pour une superficie de 15 000 km2. A la logique froide et implacable du colonialisme qui se dessine derrière ces chiffres (sous la domination portugaise, le café représentait 90 % des exportations de Timor), répond dans les années 60, la prise de conscience d'une frange intellectuelle de la population. Après le « 25 Avril » ces divers groupes politiques sortent de la clandestinité afin de mener au grand jour la lutte pour l'indépendance et en septembre 1974 naît le Frétilin : Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-Oriental. Sa politique d'alphabétisation, de création de coopératives, de distribution des terres lui assure une popularité indéniable. Aux élections de chefs de village organisées par le Portugal en juin 1975, le Frétilin recueille 90 % des suffrages. Sa représentativité n'est donc plus à démontrer. Pourtant la bourgeoisie locale (liée avec les dictatures portugaise et indonésienne) voit ce soutien populaire au Frétilin d'un autre œil. « Subversion communiste », « menace pour la stabilité de l'Indonésie ». les attaques s'abattent sur le Front et trouvent leur conclusion logique le 10 août 1975 lorsque l'Union démocratique timoraise (le parti de la bourgeoisie) déclenche un coup d'Etat, arrête et fait disparaître de nombreux membres du Frétilin.



José Ramos-Horta et Rogerie Lobato présentant des armes prises aux troupes indonésiennes.

L'étau de Djakarta

Face à l'impuissance (ou la complicité ?) du Portugal qui se refuse à rétablir l'ordre, le Frétilin décide de passer à la lutte armée. Les soldats timorais de l'armée coloniale rejoignent en masse son organisation militaire qui écrase rapidement les forces de la droite locale. Les leaders de l'U.d.t. se réfugient dans la partie indonésienne de Timor. Désormais Djakarta ne se camoufle plus derrière la bourgeoisie de Dili pour tenter de venir à bout de la résistance populaire et passe elle-même à l'action en déclenchant le blocus de l'île par ses navires de guerre. Depuis août 1975, l'étau est si serré autour de Timor qu'il transforme l'île en un vaste camp : Tell-Al-Zaatar multiplié par dix.

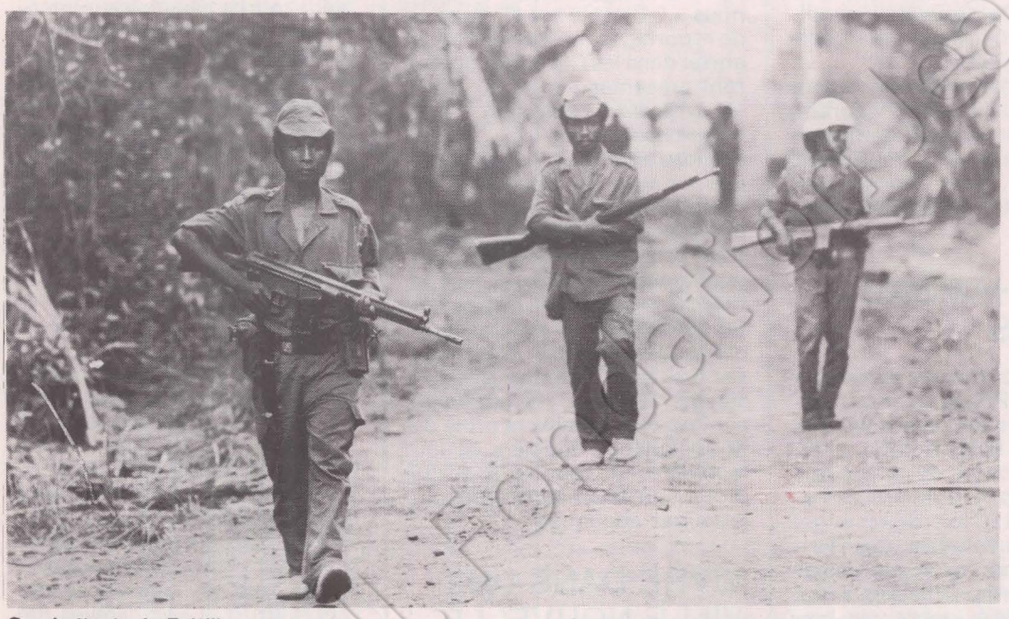
Le 28 novembre de la même année pourtant, le Frétilin proclame l'indépendance de Timor-Oriental et l'établissement d'une République démocratique sur les vestiges de la colonie portugaise. L'indonésie déclare aussitôt que Timor n'est rien d'autre que sa 27e province et le 7 décembre, moins de 24 heures après la visite de Gerald Ford à Djarkarta, l'armée indonésienne envahit la République de Timor « à la demande, précise-t-elle, de divers mouvements démocratiques ». L'annexion, pense alors Djakarta, n'est plus qu'une question d'heures. Quinze mois après leur intervention, les troupes du général Suharto ne sont pourtant pas encore venues à bout de la résistance populaire. Pourquoi et que se passe-t-il depuis plus d'un an à Timor-Oriental dont le gouvernement indonésien a même interdit l'accès à la Croix Rouge Internationale ?

De passage à Paris, avec son camarade Ramos-Horta, Rogerie Lobato, membre du Comité central du Frétilin et ministre de la Défense de la jeune République, m'explique : « Ce qui nous permet de tenir en échec Djakarta, c'est notre organisation. Dès avant l'invasion la population était préparée à cette éventualité. Nous étions comme les Vietnamiens face aux Etats-Unis, en avance d'une escalade. Des tunnels, des galeries, des trous individuels étaient déjà creusés quand nous avons dû faire face au déluge de fer des Indonésiens. Par ailleurs l'armée du peuple est aussi engagée dans la production agricole : patates douces, manioc, etc. Avec nos soldats-paysans, il n'y a pas de famine dans les zones que nous avons libérées. Enfin, les villages sont organisés en coopératives pour que tous les paysans s'intéressent à la collectivité et pour que cette communauté réellement soudée soit vigilante à l'égard des agents que Djakarta tente d'infiltrer dans les campagnes ».

60 000 morts ?

José Ramos-Horta poursuit : « Cependant, surtout au début, nous avons subi des pertes considérables. Les premiers jours de l'agres-





Combattants du Frétilin.

sion ont été particulièrement meurtriers et sanglants : massacres d'enfants, viols de femmes, prisonniers civils marqués au fer rouge. La tuerie généralisée atteint son paroxysme quand l'armée indonésienne a pénétré dans Dili. N'oubliez pas que le général Suharto est arrivé au pouvoir en 1965 après avoir fait massacrer des centaines de milliers de Chinois et de communistes indonésiens et qu'actuellement il y a encore près de 100 000 prisonniers politiques dans son pays ! Et la radio des occupants ne promettait-elle pas que les Indonésiens arracheraient le foie de Xavier Do Amaral, notre président de la République ? »

Les deux ministres qui défendent actuellement la cause de Timor-Oriental à travers le monde (1) sont d'accord pour estimer à 60 000, le nombre des morts, victimes de la guerre indonésienne (2). Dix pour cent de la population totale d'un pays ont disparu dans l'indifférence quasi générale des nations malgré quelques vœux pieux adoptés par l'Assemblée générale de l'Onu en décembre 1975 et qui constituent néanmoins une victoire diplomatique pour la R.d.t.o. Aujourd'hui encore le blocus naval reste total. Seule la radio du Frétilin repliée dans les montagnes, et qui émet vers l'Australie, relie Timor-Oriental que 40 000 soldats indonésiens continuent d'occuper, au reste du monde. R. Lobato précise : « En quinze mois de combats, les ennemis ont déjà eu 14 000 soldats tués ou blessés. Ceux qui sont soignés à Djakarta ne peuvent recevoir de visite de leur famille. On les isole. Le blocus de l'information est lui aussi total. L'entrée de Timor est interdit aux journalistes indonésiens, même aux plus officiels, ceux qui sont peu suspects de sympathie pour le Frétilin. Cinq journalistes australiens et portugais surpris à Dili au moment du blocus, furent exécutés. »

Cette situation entraîne de réelles difficultés au niveau de la solidarité. La côte nord de l'Australie peut seule, capter les émissions de la résistance. Canberra — siège du gouvernement australien — est de ce fait sensibilisé par cette guerre. Les mouvements de soutien au Frétilin sont actifs et relayés par les syndicats de dockers qui boycottent depuis le début de son intervention, tout matériel militaire à destination de l'Indonésie. « Mais, reconnaît Rogerio Lobato, pour être efficace, la solidarité devrait dépasser le cadre de notre région ». De son côté, la « moralisation » de la politique extérieure des Etats-Unis prônée par Jimmy Carter, ne laisse pas les dirigeants de Timor indifférents. Réellement appliquée, elle aurait sans aucun doute des répercussions dans leur propre pays. Prêts à saisir toute occasion diplomatique pour régler le conflit, les soldats du Frétilin ne posent cependant pas les armes. Ils ont appris à être réalistes et à compter d'abord sur leurs propres forces.

Soutien australien

Compter sur leurs propres forces... Le mur de navires de guerre qui encercle l'île, les oblige à prendre la formule de Mao à la lettre. Le matériel militaire un peu sophistiqué provient des dépôts de munitions abandonnés par l'armée portugaise après son départ précipité. « Et un fusil portugais bien utilisé dans une embuscade, permet de se procurer de nombreux autres fusils indonésiens. Les grenades, les explosifs, les mines laissés par l'ancienne métropole sont épuisés. Ce matériel est désormais « made in Timor », ajoute R. Lobato en souriant. Et pour pallier le manque d'armement moderne, nous avons recours à des armes plus traditionnelles sinon archaïques : détournement de cours d'eau pour enliser les tanks indonésiens, rochers lancés sur les patrouilles de Djakarta pour leur interdire l'accès de la montagne, chausse-trapes en bambou, flèches empoisonnées pour attaquer les sentinelles, la nuit. » En face, les U.s.a. et l'Indonésie veillent à ce que rien ne manque pour venir à bout des révolutionnaires : bateaux de guerre, artillerie lourde, lance-flammes, orgues de Staline, bombardements aériens, tanks, etc. « Ils ont même des hélicoptères Alouette » précise José Ramos-Horta avec un sourire gêné.

Comme au Brésil, en Iran et en Afrique du Sud, la France giscardienne a, en Asie du Sud-Est, une fois encore décidément bien choisi son camp !

JOEL LUGUERN

---

(1) La R.d.t.o. est déjà reconnue officiellement par la Chine, l'Algérie, la Suède, le Mozambique, le Vietnam, la Tanzanie, etc.

(2) Un rapport indonésien « hautement confidentiel » établi à l'automne 1976, confirme ce chiffre.

changer la vie quotidienne

MULTIPLICATION DES POUX

Une circulaire émanant du ministère de l'Education vient de confirmer l'évidence constatée par de nombreuses familles aux quatre coins de la France : la lutte contre les poux s'impose. On constate en effet une recrudescence des poux en particulier dans les écoles maternelles et primaires. Mais aussi, dit-on, dans de nombreux hospices et asiles. La France n'est d'ailleurs pas le seul pays concerné : au Canada et aux Etats-Unis — considérés pourtant comme des havres de propreté — les poux se multiplient aussi de façon inquiétante. Reverra-t-on dans les écoles les traditionnelles opérations d'épouillage ? En attendant les directeurs d'école pourront obtenir d'urgence les mesures de désinfections nécessaires et les parents sont invités à... ouvrir l'œil !

PHENIX MENT

« Non, ce n'est pas une utopie... En gagnant 1 000 F par mois on peut devenir propriétaire... » C'est du moins ce que proclamait une publicité pour les maisons « Phénix » — parue dans un quotidien régional en 1974. Traduite en justice pour publicité mensongère, la Société Phénix — premier constructeur français de maisons individuelles — vient d'être condamnée par le tribunal de grande instance de Dijon. Circonstance aggravante : la publicité en question était illustrée par la photographie du pavillon « Artigny » — le modèle le plus luxueux de la gamme ! — et les responsables de la société Phénix savaient fort bien que les banques se refusaient à examiner les dossiers des candidats dont les revenus ne dépassaient pas 1 000 F par mois... (et pour cause !) La Société « Phénix » s'en tire avec 4 000 F d'amende et il a été royalement accordé 500 F à la Confédération syndicale des familles qui s'était portée partie civile...

Condamnation bien légère pour un délit aussi flagrant. Mais les candidats à la maison individuelle sauront peut-être à quoi s'en tenir quant aux méthodes de vente de ladite société.

Directement du producteur

CHAMPAGNE BARON FUENTE

Vigneron
21, avenue F. Drouet
02310 CHARLY-sur-MARNE

19 à 22 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande
Tél. : (23) 82.01.97

UNE CHAMBRE A PARIS

Avec le printemps et les vacances de Pâques, il est redevenu impossible de trouver une chambre d'hôtel à Paris. L'Office de tourisme de la capitale (127, Champs Elysées 75008 Paris 723.72.11) fait donc appel aux bonnes volontés. Les Parisiens peuvent louer une chambre à un touriste étranger, selon des tarifs déjà établis. Un bon remède, aussi, en cas de solitude.

L'ALESIA DE LA CITE VERCINGETORIX

Dernier obstacle à la radiale Vercingétorix, une petite cité d'artistes, au n° 50 de la rue du même nom. Déjà une quarantaine d'ateliers a été rasée. Ils ne sont plus que neuf à occuper les lieux, trois peintres et six sculpteurs. Tous les autres ont accepté des relogements dans des ateliers de H.l.m. avec tous les problèmes que cela pose comme par exemple le manque d'insonorisation qui incommode les voisins des sculpteurs... La cité Vercingétorix n'avait pas le charme de la Cité Fleurie. Sauvée déjà par Cocteau en 1955 d'un projet immobilier, elle risque bien de ne pas résister à la radiale. Le juge des expropriations décidera le 20 avril.

CHEFS-D'ŒUVRE EN PERIL

Les animaux sauvages d'Afrique font depuis longtemps recette à la télévision. Mais si l'on s'intéressait un peu aux animaux sauvages « bien de chez nous » ? C'est le but d'une série de reportages réalisés en Bretagne et dans les Cévennes qui seront présentés les 12, 13, 14 et 15 avril dans l'émission « A la bonne heure » sur T.f. 1. On apprendra ainsi qu'il y a des espèces en voie de disparition en France aussi. Que des mesures d'urgence s'imposent parfois pour protéger des espèces particulièrement fragiles... Que la France risque fort de ne pas rester longtemps la plaque tournante des oiseaux migrateurs car les zones humides (marais, étangs, etc.) où ils hibernent sont de plus en plus la proie de la spéculation foncière et immobilière. Et... que la loi sur la protection de la nature n'est toujours pas appliquée.

VIVRE DANS UNE VILLE NOUVELLE

« Une existence repliée, dénudée, suspendue ». Ainsi se définissent les femmes qui vivent dans des villes nouvelles d'après une enquête de l'Union féminine civique et sociale (6, rue Béranger, 75003 Paris).

Ces femmes, souvent, sont satisfaites de leur appartement, même si elles y passent l'essentiel de leur journée. Mais tout n'est pas rose : manque d'équipements collectifs, surtout pour les enfants, absence de moyens de transport collectif, éloignement des marchés... Poids de contraintes matérielles et chômage régional font que les femmes des villes nouvelles qui travaillent (42 %) sont moins nombreuses que pour l'ensemble de la région parisienne (55 %) ; femmes au foyer plus par obligation que par choix, elles vivent dans un grand isolement, même si elles sont jeunes, propriétaires et femmes de cadres moyens. Des privilégiées, pourtant.

LES ROUTIERS NE SONT PAS SYMPAS

Les patrons routiers ne se refusent rien. Après l'interdiction de la circulation nocturne des poids lourds dans les agglomérations décrétée par vingt-trois maires du Val-de-Loire, le Syndicat patronal Unostra mène campagne et parle « d'atteinte intolérable à l'utilisation du domaine public constitué par le réseau routier ». Comme quoi le domaine public, c'est le domaine des patrons.

PRIORITE AU LUXE

La « Côte d'Azur bretonne », cette presqu'île de Rhuys asservie par les promoteurs (voir « l'Unité », n° 212), manque de téléphone. Depuis près de trois ans, on refuse aux simples quidams toute installation sous le prétexe du manque de lignes dans le secteur. Alors, comment expliquer que les résidences de luxe telles que « les Grèves de Suscino » ou « les Remparts de Kerjouano » bénéficient de lignes neuves qui viennent d'être installées ? Leurs chics estivants comptent sans doute parmi les « prioritaires ».

AUPRES DE MON ARBRE

Pour sa journée nationale de l'arbre (le 16 avril) le premier écologiste de France, alias Valéry Giscard d'Estaing, ne s'attendait peut-être pas au concours lancé par Apre-Hebdo (12, rue Neuve-du-Patis 45200 Montargis). Tous dessins, photos ou textes sont attendus « dans le cadre des grandes causes nationales et néanmoins écologistes ».

POURQUOI PAS LE RUSSE?

En 15 jours, un enfant, en se jouant assimile l'alphabet, le russe s'apprend aussi bien et presque aussi facilement que n'importe quelle autre langue étrangère. De plus les classes de russe ne sont jamais surchargées, ce qui facilite l'étude. Alors pourquoi seulement 0,4 % des étudiants choisissent-ils le russe ?

L'anglais est étudié par 80 % des jeunes Français mais seuls 7 % d'entre eux se déclarent intéressés par cette étude, selon un sondage organisé par l'Association linguistique franco-européenne. Sur 1 600 jeunes qui ont répondu au questionnaire, 25 % auraient préféré apprendre le russe.

Et pourtant, chiffres en main, le russe est une des langues mal aimées de notre enseignement secondaire : sur 5.700.000 élèves étudiant une langue étrangère, seulement 22.300 soit 0,4 % du total apprennent le russe.

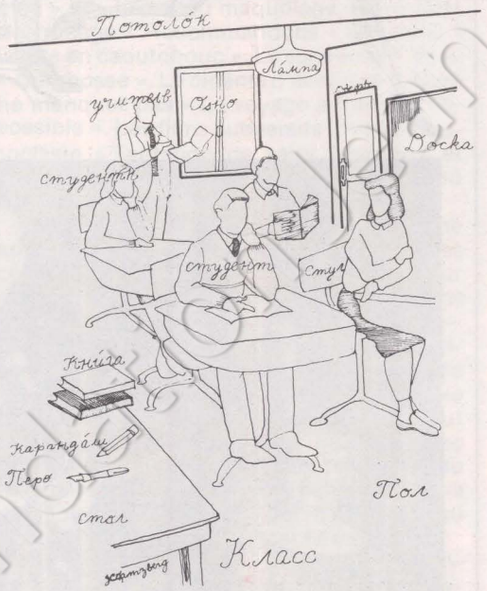
La France fut après la guerre le premier pays occidental à introduire le russe dans son enseignement secondaire. L'agrégation de russe était créée en 1947, et le Capes en 1955. Avant, le russe était relégué au rang des curiosités, parmi les langues dites orientales... Pour l'année scolaire 1951-52, 102 élèves apprenaient le russe en première langue et 580 l'avaient choisi comme deuxième langue. En 1958-59 on comptait 144 élèves de première langue et 4.530 de deuxième langue.

C'est à cette date que le ministère de l'Education nationale commence à pratiquer une politique volontariste d'encouragement de la langue russe. En 1975-76 ce sont 4.506 élèves qui étudient le russe en première 13.067 en deuxième et 4.588 en troisième langue. Au ministère on se dit particulièrement satisfait de l'augmentation du nombre d'élèves apprenant le russe, notamment en première langue.

Cette satisfaction est loin d'être partagée par la Société des professeurs de russe (S.p.r.) qui regroupe les deux tiers des enseignants. Ils font remarquer que la progression n'a pas été constante et qu'entre 1971 et 1976 on a assisté à une régression alors que l'enseignement de cette langue avait progressé pendant vingt ans.

« La cause principale de cette régression — au ministère on dit stagnation — est la circulaire Guichard d'avril 1970 qui fait de la seconde langue une option parmi d'autres, dès la classe de 4e », dit Jacqueline de Proyart, présidente de la S.p.r. Elle se réjouit, cependant qu'à la prochaine rentrée scolaire soient prévues 30 ouvertures de classes de russe alors que les années précédentes on n'en comptait que 6 ou 7. Le russe fait aussi son entrée dans l'enseignement technique. On souhaite à la S.p.r. que cette expérience ne constitue pas seulement un gadget tout comme ou souhaite voir s'amplifier l'expérience qui a débuté en 1973 d'ouverture de sections bilingues. En effet cinq lycées à Paris, Bordeaux, Lille, Caen et bientôt à Marseille donnent aux élèves de russe, en plus des heures obligatoires, un enseignement en russe pour les cours de musique, de gymnastique et de dessin.

La circulaire du ministère de l'Education nationale, datant du 14 février dernier qui a pour but de mettre en œuvre une politique



de diversification de l'enseignement des langues vivantes devrait renforcer la situation du russe surtout parce qu'elle encouragera l'information en direction des parents.

La langue russe est, en effet, victime dans l'opinion publique de préjugés tenaces : le russe est une langue très difficile ; il est inutile d'apprendre le russe puisqu'on n'a pas l'occasion de le parler. L'Association France-U.r.s.s. qui œuvre avec ténacité pour la promotion de l'enseignement du russe en France prévient les parents : « Ne croyez pas ceux qui chercheront à vous faire peur avec les difficultés du russe. En 15 jours, un enfant, en se jouant, assimile l'alphabet, les règles de grammaire relèvent plus du raisonnement logique que de la mémoire. Et le russe s'apprend aussi bien et presque aussi facilement que n'importe quelle autre langue étrangère. »

« Le russe est une langue indo-européenne qui est beaucoup moins éloignée qu'on ne le croit généralement des langues occidentales », renchérissent les spécialistes. A cela on pourrait ajouter que les classes de russe étant beaucoup moins surchargées que les classes d'anglais les enfants y étudient mieux. Mais ces arguments n'ont pas encore convaincu tous les chefs d'établissement. Les parents, eux, songent aux difficultés qu'ils rencontreront pour envoyer leurs enfants se perfectionner en Union soviétique.

L'absence d'échanges entre les deux pays, dans ce domaine, constitue l'autre argument dissuasif. Des progrès ont été faits pourtant, en particulier sous l'impulsion de l'Association France-U.r.s.s. qui a reçu 1.174 élèves, l'année dernière, dans ses stages linguistiques en Union soviétique. « Il y a même des villes françaises jumelées avec des villes soviétiques, dit-on à France-U.r.s.s., qui envoient régulièrement un an sur deux de 20 à 30 élèves de russe passer un mois en U.r.s.s. pour les vacances ». Au ministère on souhaiterait des échanges de classes à défaut d'échanges individuels mais il semble que du côté soviétique il n'en soit pas non plus question.

Les initiatives privées, les efforts ministériels aboutiront-ils à faire que la langue russe trouve la place qui lui revient dans l'enseignement secondaire français ? Car, parallèlement, la demande en russisants augmente dans de nombreuses branches : on ouvre des chaires de russe pour les scientifiques, les juristes dans les universités à vocation non littéraire. Un tiers des publications scientifiques et techniques paraissent en langue russe. La moitié des publications qui concernent la physique ou la médecine sont en russe.

Des entreprises travaillant pour l'U.r.s.s. ou commerçant avec elle sont demandeurs en formation permanente en langue russe pour leurs ouvriers et techniciens. « Les échanges franco-soviétiques représentent 2 % de notre commerce extérieur. Si la France ne veut pas, à brève échéance, courir les risques d'être privée de débouchés, un effort immédiat doit être fait pour le développement de la langue russe en France. Si 2 % de nos élèves étudiaient le russe, ils seraient plus de 100.000 », dit-on à l'Association France-U.r.s.s.

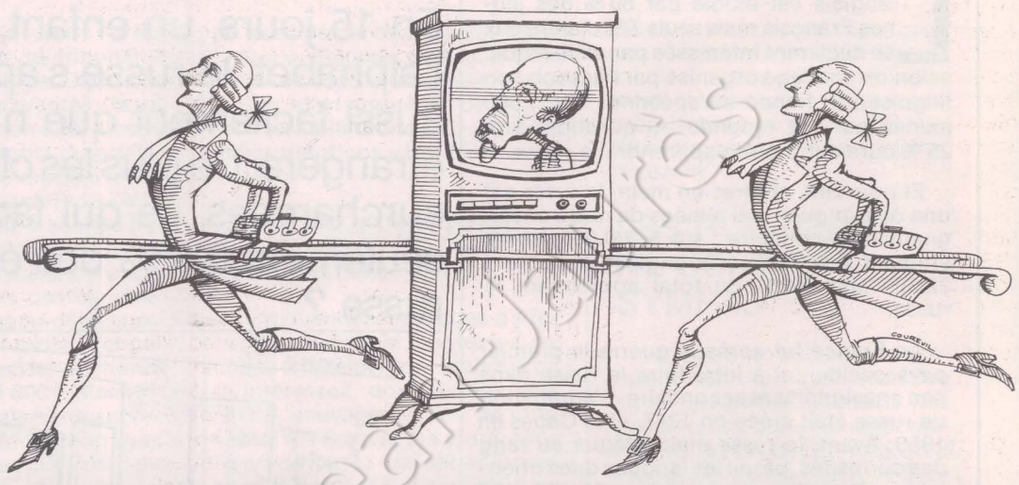
La R.f.a. et le Japon, premiers partenaires commerciaux de l'U.r.s.s. pour les pays de régime capitaliste l'ont si bien compris qu'ils développent intensément cet enseignement. 1.900.000 Japonais étudient le russe.

EMMANUELE PLAS

LES P. D. G. FONT TROIS PETITS TOURS... ET PUIS S'EN VONT

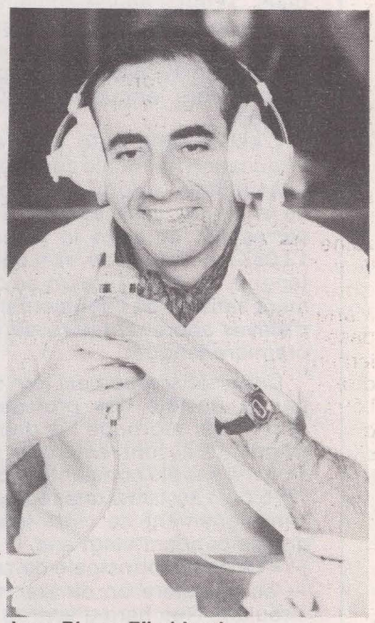
Tous les observateurs ont relevé une étonnante continuité dans la formation de l'équipe gouvernementale constituée par Raymond Barre pour se succéder à lui-même. A l'ex-O.r.t.f., au contraire, on paraît s'acheminer vers des changements d'envergure au plus haut niveau. Le 31 décembre prochain, Jean Cazeneuve (P.d.g. de T.f. 1), Marcel Jullian (P.d.g. d'A 2), Claude Contamine (P.d.g. de F.r. 3) et Jacqueline Baudrier (P.d.g. de Radio-France) auront achevé leurs mandats de trois ans. Les bruits les plus divers circulent à Cognacq-Jay et à la Maison de la radio sur la rotation des P.d.g. qui devrait s'ensuivre. Ainsi affirme-t-on que la démission de Jullian, déjà signée, pourrait intervenir avant même que les neuf mois qui lui restent ne soient écoulés. Par qui serait-il remplacé ? Deux noms reviennent parmi les successeurs possibles : celui de Françoise Giroud, totalement disponible depuis son échec aux municipales — qui a permis à Barre de se passer de ses services — et celui de Jacqueline Baudrier qui retrouverait ainsi la 2e chaîne dont elle a dirigé l'information de 1969 à 1972.

La Sofirad, par l'intermédiaire de laquelle l'Etat contrôle ou pèse puissamment sur les radios périphériques, paraît elle-même appelée à changer de patron. Denis Baudouin, son président actuel, s'installe en ce moment à l'Hôtel de Ville de Paris pour y seconder Jacques Chirac sur les questions d'information et de relations publiques. Quant à Radio-France, si Baudrier la délaisse pour A.2, la direction pourrait en être confiée à Roland Dhordain, un ancien de la maison connu pour ses sympathies envers Jacques Chaban-Delmas. Michel Péricard lui-même, directeur de l'information à Radio-France et nouveau maire (R.p.r.) de Saint-Germain-en-Laye, compte abandonner la place dès la rentrée prochaine. Son successeur ne semble pas encore désigné.





Jacqueline Baudrier et Raymond Barre au château de Versailles.



Jean-Pierre Elkabbach

Le « succès » d'Elkabbach

Sans doute ces bruits doivent-ils être reçus avec prudence. Ils n'en témoignent pas moins de la volonté du Pouvoir de conserver la haute main sur l'ex-O.r.t.f. et notamment sur l'information. Une volonté qui n'est probablement pas étrangère à la dégradation du climat au sein de l'équipe du journal d'A.2. Voilà déjà plus de deux mois que Jean-Pierre Elkabbach a pris la direction de ce journal. Les bases sur lesquelles il a été appelé à cette fonction restent encore obscures pour la majorité de son équipe. A-t-il été chargé d'améliorer l'écoute qui, avec un indice de 16 %, restait loin derrière celle du journal de Roger Gicquel sur la 1ère chaîne ? Lui a-t-on demandé de trouver une nouvelle formule et un nouveau ton pour changer l'information télévisée un peu encroûtée à laquelle nous sommes habitués ? Quels qu'aient été ses objectifs, c'est l'échec sur ces deux plans. On peut contester le bien-fondé de l'indice d'écoute. Il n'en représente pas moins le credo des directeurs de chaînes. Or l'indice témoigne d'une chute de 16 à 14 % de l'écoute pour le journal d'A.2. Manifestement les téléspectateurs n'adhèrent pas à la formule imaginée par Elkabbach.

Cette constatation renvoie à la seconde question. La baisse de l'indice, échec du premier objectif, tient-elle à une déception des téléspectateurs devant la forme ou devant le fond du journal d'Elkabbach ? Sans doute un peu les deux. Le rythme et la construction de 13-14, qui ont fait le succès du journal parlé de France-Inter, pouvaient-ils être ainsi plaqués sur l'information télévisée ? Beaucoup reprochent au journal d'A.2 de « faire trop radio ». Et quelques remarquables reportages exclusifs ne peuvent pallier la part prépondérante désormais réservée au plateau. Paradoxalement, éditorialistes et chroniqueurs, comme Paul Lefebvre pour la Justice, ont paru interdits de séjour de ce plateau envahissant. A l'inverse, c'est tout juste si Elkabbach, omniprésent pendant de nombreuses semaines, concédait le week-end à un autre journaliste, Jean Lanzi jusqu'ici... Après la forme, le contenu. La rotation rapide des invités sur le plateau, comme cela se faisait déjà à 13-14, permet de donner la parole aux représentants des grandes familles de pensée et d'opinion. C'est un aspect positif qu'il convient de souligner, même s'il a l'inconvénient de rendre le journal un peu trop statique.

Certains abus n'ont pas été évités pour autant. Qui n'a été choqué par la présence

de Françoise Giroud, venue s'expliquer longuement à l'antenne sur sa médaille de la Résistance, à la veille du 1er tour des municipales ? La même opération, hors campagne électorale, fut renouvelée avec Michel Poniatowski. Et, sans même s'attarder sur le sort privilégié réservé à Michel d'Ornano, la très longue intervention de Valéry Giscard d'Estaing sur l'écologie avait quelque chose d'inconvenant pour la majorité des téléspectateurs qui ne croient pas le président au-dessus de la mêlée. Pour ne s'en tenir qu'à ces quelques exemples récents. Si elles ne sont pas nouvelles à la télévision, ces faveurs ont montré les limites de la liberté de ton d'Elkabbach dans ces périodes cruciales que représentent les élections.

A la disposition du président

Enfin le mauvais climat régnant parmi les gens chargés de l'information à la deuxième chaîne prouve que la greffe du brain-trust d'Elkabbach sur l'équipe du journal d'A.2 n'a toujours pas pris. Ou du moins sur ce qui est resté de cette équipe puisqu'Elkabbach, à son arrivée, avait clairement exprimé son intention de se passer des services d'une dizaine de ses membres dont l'éditorialiste Guy Thomas, le rédacteur en chef adjoint Christian Guy et le rédacteur en chef Jean-Marie Cavada. Ce dernier est aujourd'hui passé à R.t.l. D'autres, qui collaboraient également au magazine d'actualité « C'est à dire », ont été nommés correspondants à l'étranger. D'autres enfin sont toujours à la disposition du président Jullian. Le mauvais climat consécutif à ces règlements de comptes est-il en passe de s'accentuer ? Les départs de Jean Lanzi et de Paul Lefebvre qui ont demandé la semaine dernière à être mis, eux aussi, à la disposition de Jullian peuvent donner à le penser. L'absence de concertation au sein de la rédaction où certains n'apprécient pas d'être mis devant le fait accompli, des problèmes d'équipe, de structures et d'incompatibilités personnelles, des divergences et une déception certaine face à la forme et au contenu du journal, et enfin la baisse de l'indice d'écoute ont accentué le malaise latent que connaît l'information sur A. 2 depuis l'arrivée d'Elkabbach.

Dans un tel contexte, le départ de Marcel Jullian ne manquerait pas d'avoir de grandes répercussions. Il n'est pas besoin d'être grand prophète pour douter que son remplacement par Françoise Giroud puisse être propice à améliorer cette situation. Seul bénéficiaire malgré lui de ces difficultés, Gicquel jouit d'une audience supérieure à 20 %. Une avance confortable qui lui permet de jouer les « Network » à la française en invitant les téléspectateurs à éteindre tout ce qui consomme de l'électricité de manière superflue. Sauf T.f. 1, bien entendu.

JEAN-LOUP REVERIER

Cinéma

MELIES CAPITAINE DU BATEAU IVRE

Qui prétend qu'il ne se passe rien de bien passionnant sur les écrans ces semaines-ci ? Ce n'est pourtant pas difficile de rassasier les amateurs de cinéma les plus divers avec les programmes actuels de la capitale et sans grand risque qu'ils aient déjà vu les chefs-d'œuvre offerts. Récapitulons. Vous aimez les films historiques à grand spectacle ? Voici « Edouard VII ». Les films d'horreur ? Voici « Le chaudron infernal ». Le vrai beau cinéma en couleurs ? On vous conseille « Faust et Marguerite ». Le porno ? Voici « Après le bal ». Vous préférez les films comiques ? Voici « Le magicien » et « Le roi du maquillage ». Les films de trucage ? Recommandons « L'homme à la tête en caoutchouc ». Le suspense ? Voici « Carabosse ». Le cinéma d'aventure ? Alors ne manquez pas « Le voyage à travers l'impossible ». Les films subversifs ? Voici l'iconoclaste « Tentation de saint Antoine » et mieux encore « Le locataire diabolique » où sont vitriolés vautours et flics...

Le plus extraordinaire, c'est qu'un même auteur a signé toutes ces œuvres et qu'elles constituent un même programme. L'auteur se nomme Georges Méliès et le programme est celui que présente le Ranelagh, à Paris — mais il va bientôt « tourner » dans la périphérie de la capitale, puis en province. Seize courts (parfois très courts) métrages que Méliès, à la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, avait filmés et fignolés avec amour. Ce merveilleux artisan, cet artisan du merveilleux y a, tout simplement, arraché la pellicule impressionnée au réalisme et au documentaire pour inventer le cinéma.

Les premières bandes, certes, sentent encore l'attraction foraine — Méliès les présentait dans le théâtre de l'illusionniste Robert Houdin — mais très vite l'inspiration de « Geo » submerge tout et donne d'étranges résonances aux trucages, dont la perfection technique d'ailleurs n'a rien à envier aux prouesses actuelles des ateliers fabriquant « 2001 » ou « King Kong ». Les personnages escamotés ou ceux jonglant avec leur tête, les dédoublements ou les substitutions, l'exploration du soleil ou des enfers, les monstres ou les anges, les gags ou les coups de charme, pour ne rien dire de ces bandes superbement colorées à la main, image par image, directement sur la pellicule, tout concourt à une émotion rare, née de ce qu'il faut bien appeler la poésie. Et s'il fallait établir une fois de plus que poésie ne veut pas dire divertissement ésotérique pour une minorité, mais plaisir et joie largement partagés, la preuve serait là : la beauté de cet art naïf — ou apparemment naïf — arrache à chaque fin de film des applaudissements aux spectateurs du Ranelagh.

Sur scène, trois personnages en chair et en os. Un pianiste et un percussionniste (Albert Lévy et Olav Estienne) dont la musique, mi-écrite, mi-improvisée, accompagne avec esprit le déroulement des films, à la façon d'autrefois. Et un troisième, un monsieur âgé au bon sourire, qui assure la présentation du programme. Dans la dernière des bandes présentées, il y a parmi les acteurs, un garçonnet de dix ans. Le vieux monsieur d'aujourd'hui au bon sourire, si ému lorsqu'il parle du grand cinéaste, c'est lui. C'est le fils de Georges Méliès.

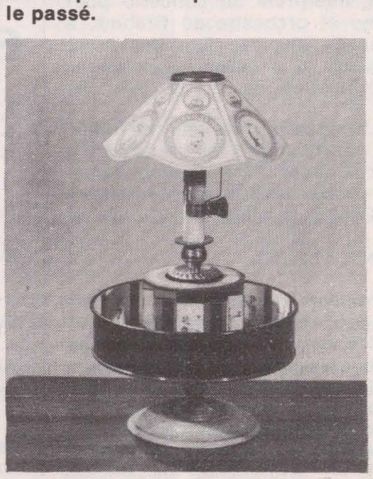
Son fils à l'état civil, du moins. Car on retrouvera vite ici tout ce qui va engendrer la descendance spirituelle de Méliès : elle arrive jusqu'à Jerry Lewis, Makavejev et Averty après être passée par Man Ray, « Entracte » et les maîtres du burlesque. Bref, ce « certain cinéma où tout est possible » en quoi Lise Deharme voyait le surréalisme pur : « On se sert trop peu de ce genre d'illusions. On ne fait pas assez monter de gens sur le pont du Bateau Ivre ». Alors, puisqu'un bateau passe à votre portée...

SERGE RICHARD

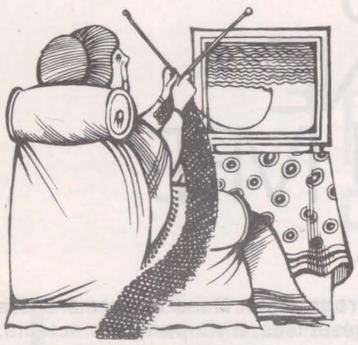
"Grand café"

Méliès n'est pas seul à appeler un accompagnement au clavier : de même pour Louis Lumière, « l'autre » des deux pionniers du cinéma. C'est pourquoi un pianiste participe à la projection de courts métrages de l'inventeur du septième art qui ont lieu chaque jour depuis mercredi dans un lieu étonnant : on a reconstitué le fameux « Salon indien » du Grand Café où se fit en 1890 la première projection au monde. Cela dans le cadre de l'exposition « Naissance d'un art » qu'ont préparée Jacqueline et Maurice Guillaud, directeurs du Centre culturel du Marais.

C'est l'immense verrière à la Baltard de l'hôtel particulier du 26, rue des Francs-Bourgeois qui accueille la reconstitution du Grand Café : comme à l'époque, on pourra y boire un sirop d'orgeat en écoutant un orchestre de femmes. Mais sur ces 700 m2 on a pu également installer une série d'autres salles de vision, des ateliers-labos pour les enfants, une exposition d'ancêtres de la caméra et du projecteur, un « cinétunnel » pour projecter des anamorphoses... Enfin on verra là pour la première fois un prototype du cinéma sphérique à 180°, le Panrama. Histoire de prouver que le futur peut faire bon ménage avec le passé.



Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 8 AVRIL

Les talcs — qui peuvent tuer comme le sinistre Morhange —, les gammes de produits de beauté, les innombrables spécialités diététiques constituent une véritable industrie du bébé. Le professeur Lestradet et le docteur Halpern disent ce qu'ils en pensent à l'émission Vendredi (20 h 30, F.r. 3).

Des poètes au petit écran, une fois n'est pas coutume. Apostrophes en réunit plusieurs autour de Francis Ponge (21 h 30, A 2).

« Verts pâturages » ou les anges, les saints et le Bon Dieu swinguant comme des fous à califourchon sur des petits nuages. Pour les cœurs purs (22 h 50, A 2).

SAMEDI 9 AVRIL

Deuxième épisode de « Grandeur et décadence de César Birotteau ». Dans le n° 243 de « l'Unité », Gabrielle Rolin écrivait « Le réalisateur René Lucot a scrupuleusement respecté la sécheresse de cette tragédie commerciale dont le sang et les larmes s'expriment dans les chiffres ». Autopsie passionnante de l'aube du capitalisme. (20 h 30, A 2).

Pour les amateurs d'opérette, pas souvent gâtés par la télévision, Mady Mesplé, Arlette Patrick, Luc Barney et André Jobin interprètent des airs connus de Lecocq, Planquette, Offenbach, Scotto, etc. (20 h 30, F.r. 3).

DIMANCHE 10 AVRIL

Maurizio Polini, qui est considéré par beaucoup de mélomanes comme le plus grand pianiste actuel, interprète un concerto pour piano et orchestre de Brahms, à l'Espace musical, une des nombreuses et excellentes émissions dominicales de F.r. 3. (17 h 50, F.r. 3).

La police montée, vêtue de rouge, Paulette Goddard, teintée de brun et Gary Cooper drapé de probité candide dans « les Tuniques écarlates » de Cecil B. de Mille (20 h 30, T.f. 1).

LUNDI 11 AVRIL

Premier film tourné en cinémascope (c'est dire s'il est mal adapté au petit écran), ce « peplum » révéla un acteur jusqu'alors connu seulement des habitués de Stratford-sur-Avon pour ses créations dans tous les grands rôles du répertoire de Shakespeare : Richard Burton (16 h 20, A 2).

Dialogué par Jean Aurenche et Jean Anouilh, joué par une débutante, Ginette Leclerc et un comique-troupier déjà célèbre, Fernandel, une pochade de Christian-Jaque : « Les dégourdis de la 11e » (T.f. 1, 20 h 30).

MARDI 12 AVRIL

Florence et la splendeur de sa renaissance, à travers des textes d'André Malraux, sur des images de Jean-Marie Drot, (20 h 30, T.f. 1).

Les écrivains de droite à l'émission Sillages. De Maurice Barrès à Jacques Laurent. Ce dernier, auteur de « Caroline chérie » entre autres, fait-il le poids ? (22 h 15, T.f. 1).

Pour servir de support à un débat sur l'internement psychiatrique aux Dossiers de l'écran, un film terrible de Samuel Fuller « Shock corridor ». Pas une camisole de force ne vous sera épargnée. Très efficace pour mettre en accusation l'univers asilaire (20 h 30, A.2).

MERCREDI 13 AVRIL

Deux veuves s'aimaient d'amitié tendre tout en dissertant sur leurs chers disparus. Deux comédiennes merveilleuses, Danielle Darrieux et Andrée Tainsy dans « Les jeudis d'Adrienne » de Paul Savatier (20 h 30, A 2).

JEUDI 14 AVRIL

« La leçon de musique » est donnée par Pierre Boulez qui s'attachera à faire comprendre le langage musical contemporain (22 h 30, T.f. 1).

« La Maison de nos rêves », comédie musicale sur le thème de la publicité immobilière et des promoteurs. Avec Jacques Debronckart, Guy Béart (21 h 50, A 2).



Spectacles

MUSIQUE ET DANSE

PARIS

* **Théâtre de la Ville : Montserrat Caballe, du 12 au 16 avril à 18 h 30.** Une heure avec la grande cantatrice qui chante : Haendel, Lotti et Pergolese.

* **Beaubourg (salle polyvalente): Atelier Kaget et l'Ensemble intercontemporain, les 18 et 20 avril, à 20 h 30.** Dans le cadre de l'opération « Passage du XXe siècle » organisée par l'Ircam et Pierre Boulez.

PROVINCE

* **Mulhouse (le 17 avril à 14 h 30, le 20 à 20 h 15) et Colmar (le 21 avril à 20 h 15) : Ballet du Rhin.** La troupe de l'Opéra du Rhin présente trois nouvelles chorégraphies de Peter Van Dyk : « 24 préludes » sur une musique de Marius Constant, « Rondo » sur une musique de Marcel Mihalovici, « Les métaboles » sur une musique de Henri Dutilleux ; et une chorégraphie de Serge Lifar : « Suite en blanc » sur une musique d'Edouard Lalo.

A ne pas manquer
SARTRE A AMIENS

« Ce qui m'intéressait c'était d'essayer d'expliquer ce qu'est un intellectuel, comment il pense et sent les choses, comment une vie d'intellectuel peut s'interpréter. » Sartre précise ainsi pourquoi il a accepté de faire « Sartre par lui-même », film d'Alexandre Astruc, où il s'entretient avec Simone de Beauvoir, Jacques-Laurent Bost, André Gorz, Jean Pouillon, Marie Olivier, François Périer et Serge Reggiani. Le texte de ce long entretien vient justement de paraître aux éditions Gallimard. Et le film est programmé à la Maison de la Culture d'Amiens les 12, 13 et 14 avril, à 17 h 30 et 21 h.

OU SONT-ILS EN AVRIL ? (suite)

* Henri Tachan : à la Cour des Miracles (23, avenue du Maine, Paris 15e) du 5 au 9 avril, Châteauroux le 21 et Lens le 23.

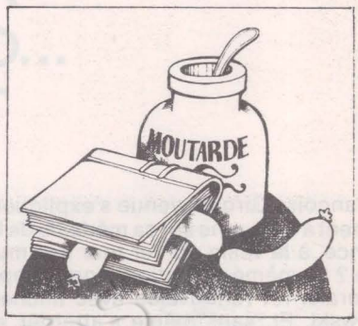
* Joan-Pau Verdier : à Grenoble le 15 avril, Beauvais le 18 et Amiens le 20.

* Yves Simon : à Valence, le 19 avril, Grenoble le 20, Lyon le 21, Saint-Etienne le 22, Clermont-Ferrand le 25, Limoges le 26, Toulouse le 27, Montpellier le 28 et Marseille le 29.

* Guy Béart : à Bordeaux le 23 avril, Vichy le 24 et Chavagne-en-Poilliers, le 30.

* Les Ménestriers : à Amiens le 14 avril et Aulnay-sous-Bois le 23.

* Henri Gougaud : à Montbéliard le 19 avril, Saint-Dié le 20, Mulhouse le 21, Colmar les 22/23 et Yvetot le 26.



Livres

★ **Pierre Pelot : Fœtus party. (Denoël).**

Un petit roman français magnifique dans le genre « l'avenir fasciste, surpeuplé et affreux où vivre et mourir ne sont qu'une seule et même chose ».

★ **Robert Silverberg : Les masques du temps. (Le Livre de poche).**

Un voyageur de l'avenir visite et bouleverse notre XXe siècle finissant. Un classique, facile d'accès et fort bien construit.

* **Philip K. Dick : En attendant l'année dernière. (Le Livre de poche).**

Univers parallèles et temps balbutiant, dictatures et guerres perdues : le monde de Dick.

* **Maxim Jakubowski : Galaxies intérieures. (Denoël).**

« S.F. » anglaise présentée à travers une anthologie de nouvelles ; surtout « l'Eté de l'infini », de Christopher Priest, 28 pages surréalistes à l'ambiance extraordinaire.

★ **Restif de la Bretonne : La découverte australe. (Ed. France Adel).**

Cette œuvre méconnue est d'abord une histoire d'amour adorable, mais aussi l'image d'une contre-société. Le « vrai royaume d'Utopie », sans médecin, sans école mais où les activités, danse, musique et philosophie, se partagent avec les quatre heures de travail quotidien. Rien d'époustouflant, pas de révolution, mais inutile de bouder son plaisir.

★ **Claude Maillard : L'oiseau de Bel-Air. (Stock).**

Déchirant, sublime, un poème terrible sur la folie, en mémoire d'une femme morte de ne pas avoir été écoutée.

A ne pas manquer
JAZZ A LA ROCHELLE

La Maison de la Culture de La Rochelle et le Centre international de recherches musicales et d'animation régional de Saintes se sont associés pour organiser des « journées de jazz » à La Rochelle, du 12 au 23 avril. Au programme une belle panoplie de formations : Art Blakey and the jazz Messangers, Cohelmec Ensemble, Dolphin Orchestra, L'Ecole de jazz Focus de Bordeaux, Jean Courtioux, Bernard Lubat, Steve Lacy Sextet, Barre Philips, Le Quartet (Guérin, de Villiers, Michelot et Garros), Martial Solal Trio et X Têt. Ces ensembles ne donneront pas seulement des concerts. Chacun d'eux participera à de nombreuses activités pédagogiques : ateliers, rencontres, répétitions, animations et mini-concerts dans les établissements scolaires, les maisons de jeunes et de quartier, et au Conservatoire municipal. Des films et des expositions complètent l'ensemble. Enfin France-Musique diffusera tous les concerts en direct et quelques échos des animations, réalisera de La Rochelle du 18 au 23 avril toutes les émissions habituellement consacrées au jazz par la chaîne.

changer la vie culturelle

Rappel

PRINTEMPS EN CHANSON A BOURGES

Encore trois jours de Printemps en chanson à Bourges, ces vendredi, samedi et dimanche. Pour ceux qui ont manqué le début, la fin offre de belles compensations pour le week-end : Kirjuhel, le groupe féminin Orchidée, Claude Marti, Florence Camarroque et Charles Trenet vendredi ; Jean-Max Brua, Alain Meilland, Leny Escudero, Jean Vasca, Colette Magny, Toto Bissainthe, Bernard Lavilliers et Florence Camarroque samedi ; Julos Beaucarne, Jacques Bertin, Joël Foureau, Henri Tachan, Serge Reggiani, Alain Bert, Geneviève Paris, Michèle Bernard, Michel Grange, François Imbert et Françoise Moreau, Jean-Claude Monnet et les Frères Jacques dimanche. Et, parallèlement, des animations dans toute la ville et des spectacles pour enfants. Un grand moment à prévoir ce vendredi : à 21 h l'entrée en scène du « Fou chantant » sera précédée d'un « Top à Trénet » avec Alain Meilland, Yvan Dautin, Leny Escudero et Jacques Higelin. Que ceux qui ne peuvent être de la fête ne se désespèrent pas : chaque soir, dans son émission « Marche ou rêve », sur France-Inter, Claude Villers diffusera de larges extraits de tous les spectacles. A vos postes !

Chanson

BOBY LAPOINTE... ENFIN

Boby Lapointe connaît le succès... à titre posthume. Ce prince du délire verbal et de la chanson-calembour eût mérité cette attention de son vivant. Ne faisons pas la fine bouche : la revanche s'annonce belle. Après la sortie, fin 1976, d'un coffret Boby Lapointe (4 X 33 tours, Philips 6654 002), voici « Boby Lapointe », spectacle présenté au Café d'Edgar (58, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14e) à partir du 13 avril. Fabrice Costa est à l'accordéon et trois femmes chantent : Sabine Bélloc, Danièle Berdou et Christine Costa. Louis-Jean Calvet fait un beau discours. Ne faites pas un détour. Allez directement au Café d'Edgar. Vous ne regretterez pas le voyage.

Bordeaux

SAUVER L'ALHAMBRA

De notre correspondant.

De nouvelles difficultés en perspective pour les associations culturelles de Bordeaux. Jacques Chaban-Delmas a décidé la fermeture de la salle de l'Alhambra. Motif invoqué : le manque de sécurité. En réalité, il ne s'agit que d'un prétexte. D'importants travaux ont été exécutés déjà dans cette salle il y a quatre ans et si quelques aménagements doivent être apportés ils ne nécessitent pas pour autant sa fermeture définitive.

A qui profiterait cette décision hâtive et arbitraire ? A plus ou moins long terme, peut-être à quelque promoteur dont les opérations sont si « prospères » à Bordeaux sous le règne de Chaban-Delmas. Les principales victimes, en tout cas on les connaît déjà : ce sont les associations culturelles bien sûr, et, en particulier, les troupes de théâtre non subventionnées. Plus que jamais, elles se trouveront confrontées à l'épineux problème des salles de spectacle. Depuis quelques années, les plus importants locaux de la ville ont disparu progressivement. A tel point que, parmi les rares salles disponibles, le Fémina est actuellement la plus grande avec ses 1 100 places... Est-ce suffisant pour une cité comme Bordeaux ?

La fermeture de l'Alhambra remet également en question le déroulement sous sa forme habituelle du prochain Sigma, si ce n'est l'existence même du festival. Elle constitue une nouvelle étape de la politique incohérente et de prestige que suit en matière de culture la municipalité Chaban-Delmas. Celle-ci a dépensé deux millions de francs pour doter le Fémina d'installations peu pratiques dont tous les utilisateurs se plaignent. Quant à l'application de la Charte culturelle, signée à grand renfort de publicité, elle laisse plutôt à désirer. Que ce soit au sujet de l'Entrepôt Lainé ou du centre électro-acoustique, par exemple. Enfin, le Grand Théâtre lui aussi ne sera pas épargné. D'utiles travaux de réfection y seront entrepris pendant l'intersaison seulement alors qu'il serait plus rationnel et efficace de les réaliser d'une manière ininterrompue pendant plusieurs mois.

Chaban-Delmas cache les méfaits de sa politique culturelle derrière des manifestations de prestige comme le Mai musical. En fermant les salles de spectacle, il étouffe la culture à Bordeaux, il prive les professionnels du spectacle de leur outil de travail et il bafoue la liberté d'expression.

J.-P. B.

Roman

UN « FLEUVE » SUR LE MISSISSIPPI

1974. Maurice Denuzière, reporter au quotidien « le Monde », mène l'enquête en Louisiane sur les immigrés d'origine française. Sur un des derniers bateaux à aubes qui montent et descendent le Mississippi, il rencontre douze vieilles dames créoles en croisière. D'elles il obtient l'adresse d'une treizième, Paule de Parlange : « Elle vous racontera l'histoire de sa famille ». Denuzière croyait en avoir pour une heure ou deux ; il resta une semaine. Et trouva parmi les ancêtres de Paule de Parlange le modèle de l'héroïne du roman « Louisiane », qui vient de paraître aux Editions Jean-Claude Lattès. Roman-fleuve serait plus juste : 600 pages dans la plus pure veine d'Alexandre Dumas. Quelle fresque ! Bien sûr, le moteur en est une histoire d'amour qui n'en finit pas. Mais l'ethnologie — sans ennui, qu'on se rassure — l'emporte vite sur la sentimentalité... Se plonger dans « Louisiane » de Denuzière c'est voyager en lisant. Voyager dans l'Histoire et dans un pays où nous avons de drôles de cousins.

Livres

PAUVRE CAU, TRISTE CAU

Avec « Une nuit à Saint-Germain-des-Prés » (Julliard) on découvre une nouvelle facette du tempérament de Jean Cau : le manque de courage. Que Cau ait des comptes à régler, soit. Mais alors qu'il le fasse franchement, au grand jour ! Qu'il ne se planque pas derrière une hypocrite fiction. Soyons juste : son livre pue mais il est utile ; il sert à montrer au grand jour la vraie nature de Jean Cau : celle d'un « indic ». Car « Une nuit à Saint-Germain-des-Prés » n'est pas une œuvre littéraire ; c'est un pâle et sinistre rapport de police. Pauvre Cau, triste Cau !

DANS LE SILLON DE « CHAMPS »

Les éditions Flammarion viennent de lancer une nouvelle collection en format de poche : « Champs ». Chaque mois quatre volumes paraîtront, explorant « tous les champs » de la connaissance : politique, économie, histoire, psychanalyse, écologie, etc. En mars sont parus : « Le littéraire et le social » de Robert Escarpit, « La mort » de Vladimir Jankelevitch, « Les paysans du Languedoc » d'Emmanuel Le Roy Ladurie et le tome I du « Voltaire » de Jean Orieux. Courant avril paraîtront : « Philosophie du surréalisme » d'Alquié, « Forgerons et alchimistes » d'Eliade et le tome II du « Voltaire » de Jean Orieux. En juin prochain « Champs » accueillera « Le vieux, la crise, le neuf » de Jean-Pierre Chevènement. Il est prévu que la série s'étoffe de noms prestigieux : Lorenz, Einstein, Bataille, Duby, etc.

PETITE ANNONCE

Commune de la région sud de Paris (20 km 6 500 habitants) cherche un secrétaire général de Mairie et un surveillant de travaux.

Ecrire au journal (Jean-Pierre Moulins) qui transmettra.

"TERRIFIANT... COMME LE FASCISME ET LE STALINISME. EXALTANT... COMME LE SOCIALISME ET LA VIE"

Entretien avec l'écrivain italien Felice Chilanti, auteur de "La peur exaltante"

Jean-Paul Liégeois et Felice Chilanti.



« La peur exaltante » : ce livre de Felice Chilanti, publié il y a quelques semaines par les éditions Gallimard, dans l'admirable traduction d'Ariel Piasecki et Claude Broussouloux, est une bombe. Bombe politique et bombe littéraire.

Bombe politique : son auteur est un Italien assez extraordinaire qui, après avoir écrit dans la presse fasciste, est devenu militant et journaliste communiste. C'est un itinéraire plus commun qu'on ne le croit en Italie au cours du dernier demi-siècle d'Histoire. Mais qui ose le dire ? Sur la place publique, qui plus est ? Voilà une belle pâture à réflexions. Qu'il ne faut en aucun cas prendre pour un paquet de linge sale : Chilanti ne règle aucun compte, ne distribue aucun bon ni mauvais point, ne donne nullement dans le déballage nauséabond. Chilanti raconte, sans triturer la réalité, sans camoufler les contradictions des hommes ni la répétition tragique (ou farceuse !) des événements. Chilanti se raconte et raconte son temps, son pays, ses combats, ses espoirs, ses désespoirs. Chilanti nous replonge dans les tourmentes qui ont failli nous emporter : le fascisme, le stalinisme. Aucune complaisance, aucune répulsion non plus. Voilà ce qui a été fait. Voilà ce qui s'est passé. Chilanti ne souhaite à personne de devoir en passer par là. Mais il n'a pas honte de s'y être commis, de s'y être battu et de s'en être sorti. L'angoisse, la pudeur et le courage habitent ce livre, cet homme. C'est tout bêtement la vérité regardée en face par un homme qui se refuse à mentir... même pour la bonne cause, même pour la bonne conscience. C'est l'erreur soulignée en rouge qu'il ne faudra plus commettre. C'est au bout du compte le ciel dégagé qu'on n'attendait plus. Rien n'est fiction. Il a tout vécu. Cruel et fier miroir qui renvoie des images sans maquillage. Le socialisme est au bout du regard pénétrant de Chilanti. Pas au bout de l'aveuglement.

Bombe littéraire aussi : on ne rend pas compte de la vérité sur un seul ton. A d'autres les pirouettes du savoir-faire. A Chilanti le décapage des procédés littéraires. Il ne prend pas de gants avec la langue ni avec la grammaire. Il n'assaisonne pas sa syntaxe à la sauce salonnarde. Il ne quête pas les applaudissements de quelques caciques rabougris, recroquevillés dans leurs fauteuils académiques, abrités derrière leurs dictionnaires des bonnes manières. Il rentre dans le chou des mots. Il fait sa fête au vocabulaire. Il mélange les genres ramassés dans les bas-fonds des villes où le peuple crève et à même la terre de Sicile où la rocaille n'a pas encore été emprisonnée par le goudron. Il ne s'embarrasse pas de préciosités intellectuelles : ce serait inepte de faire parler un mafioso comme un duc Florentin. Langue des taudis, patois des terres désertées, argot des malfrats, jargon des hautes sphères : tout est mêlé, pilé dans un salmigondis explosif. La littérature donne habituellement dans le plausible ou l'approximatif. Chilanti ne transcrit rien : les choses sont ce qu'elles sont, les hommes aussi, et leurs langages avec. La trivalité serait de les déguiser. Chilanti se refuse à travestir quoi que ce soit. C'est la première tentative du genre.

« La peur exaltante » rassemble trois romans : « Le Pont Zarathoustra », « Le coupable » et « Ex ». Tous les trois morceaux d'une seule vie : celle de Felice Chilanti. Celle d'un homme qui ne saurait tricher. Celle d'un homme à qui Enrico Berlinguer voue une grande amitié. Il est des mains qu'on est plutôt fier d'avoir serrées.

« L'UNITE » : « Ne raconte pas ta vie », avait conseillé Jacques Prévert à son ami Marcel Duhamel. Vous, vous avez raconté la vôtre dans « La peur exaltante ». Pourquoi ? Nécessité personnelle ? Besoin de véjité que vous jugez utile à vous ? Les deux ?

FELICE CHILANTI : Il y a des vies que l'on doit raconter, d'autres par contre dont ce n'est pas la peine de parler, et même dont il est utile de ne pas parler. Ce qui me semble plus important c'est le rapport permanent entre l'autobiographie et la littérature : quelle est la part du patrimoine poétique et narratif créé par les hommes, qui a trouvé ses racines, disons « ses matériaux », dans l'autobiographie ? De Dante à Proust, de Joyce à Malraux, tous ont puisé à cette source, jusqu'aux écrivains et poètes mineurs ; et même si la valeur d'échange de ces derniers est très modeste, la rigueur et la discipline morale de la mémoire ont pourtant conféré à ces œuvres la qualité fondamentale de la monnaie-« vraie », celle qui sonne juste et n'a pas été fabriquée par des faussaires. A tous les problèmes posés dans la seconde partie de la première question, répond — j'en suis persuadé — le livre.

— Fils de paysans pauvres de la plaine du Pô, vous êtes devenu journaliste dans des publications fascistes. Comment un jeune intellectuel de cette période a-t-il pu être fasciné par le fascisme ?

— Au fond, la réponse à cette question est encore apportée de manière claire et franche par le roman. Je ne voudrais pas m'engager sur un terrain ne présentant pour moi, et sans doute aussi pour l'interviewer et les lecteurs, que très peu d'intérêt. Je tiens par contre à citer l'exemple et l'enseignement des deux écrivains Ariel Piasecki et Claude Broussouloux, qui avec un talent d'artistes ont su transcrire dans une littérature française moderne et d'avant-garde, les problèmes de mon écriture, ma recherche d'une identification complète de la forme et du contenu (parole = chose), disons même ma volonté de faire de la recherche artistique et stylistique, seule raison pour laquelle j'ai écrit le roman (et d'autres romans) ; enseignement, le leur, qui réside justement dans le fait d'avoir travaillé sur ces pages pendant des mois, sans jamais me demander d'« explication » sur le contenu ou sur mon attitude politique, et sans jamais non plus me juger sinon comme écrivain.

Quoi qu'il en soit, voici les explications concernant la petite histoire : si, encore adolescent, je suis devenu le collaborateur et le rédacteur de journaux fascistes, c'est aussi parce qu'il n'existait pas d'autres journaux dans mon pays. Qui a lu ou lira « La peur exaltante » y trouvera du nouveau et de l'inédit même dans la « découverte » de formes, jamais encore étudiées ou racontées, de la réalité du fascisme et de la lutte de classes qui fut menée à l'intérieur du système de pouvoir du fascisme. Je veux encore ajouter qu'en Italie, après la libération, un certain type d'antifascisme, sectaire et myope, a empêché ou de beaucoup retardé



l'étude des moyens utilisés pour poursuivre la lutte de classes « à l'intérieur du fascisme ». Il en est dérivé une perte pour l'historiographie de mon pays et sa culture en général.

— Vous faites souvent allusion à votre « complexe de culpabilité » par rapport à ce passé. Est-ce justifié ? Combien de fois faudra-t-il encore fusiller Brasillach pour exorciser la bête qui sommeille chez nombre d'intellectuels de gauche ?

— Justement parce que j'ai été un partisan combattant, je suis convaincu depuis de nombreuses années que la bête fasciste ne s'exorcise pas avec une ou plusieurs exécutions. Le fascisme est un déchet qui vient remplir des vides de culture et les transforme en vides de conscience. Je ne pense pas que ce soient spécialement les intellectuels de gauche, les porteurs du virus du fascisme. Pietro Nenni a écrit que la bourgeoisie capitaliste est toujours féconde de fascisme. Et je suis d'accord avec lui.

— Vous dites être entré au P.c.i. sur des impulsions troubles, composées à la fois de culpabilité et de rébellion. Votre rébellion n'a-t-elle pas été étouffée à l'intérieur du P.c.i. ? Votre culpabilité n'est-elle pas à l'origine de la méfiance dont les responsables de l'appareil du Parti ont fait montre à votre égard ?

— Ce n'est pas mon passé d'ex-fasciste qui est à l'origine de la relative méfiance de certains dirigeants « historiques » du P.c.i. En effet, ces mêmes dirigeants ont fait entrer dans les plus grands organes de direction d'autres ex-fascistes, qui eux ne subirent pas de condamnations politiques sous le fascisme, et ne furent pas non plus partisans. La relative « méfiance », ou bien la « confiance », dépendent d'autres appréciations telles que : la complaisance, le renoncement à la critique interne, l'autocritique purement formelle et facile. Mais même ces expériences tirées pourtant du vrai profond de ma vie, sont devenues « uniquement » littérature à l'état pur, au moins dans les limites de ce que j'ai été capable de faire.

— Le moteur de votre vie n'a manifestement jamais été ni l'action politique directe ni la soif de pouvoir ; mais ce que vous appelez « le lien secret qui unit l'écrivain à l'œuvre qu'il est en train d'écrire ». Alors, pourquoi avoir donné autant de vos forces à un travail obscur de militant ?

— Mon travail obscur de militant au sein du P.c.i. était aussi le paiement de la dette que j'avais contractée envers mon père, envers les paysans et les salariés agricoles de la basse plaine du Pô et envers les prolétaires et sous-prolétaires des banlieues de Rome avec qui j'avais lutté pendant la Résistance. Il est vrai que le travail de parti a retardé de plusieurs années mon engagement littéraire : cependant, dans les tiroirs de chaque table sur laquelle j'ai travaillé, dans les salles de rédaction de journaux comme dans les bureaux du P.c.i., il y eut toujours une cachette pour mes notes, cahiers, annotations, textes de critique et de poésie, projets de récits, qui, là enfouis sous le « matériel » de propagande, resplendissaient de leur lumière propre qui était, à défaut d'autre chose, mon espoir de pouvoir me consacrer un jour uniquement à la prose et à la littérature en général.

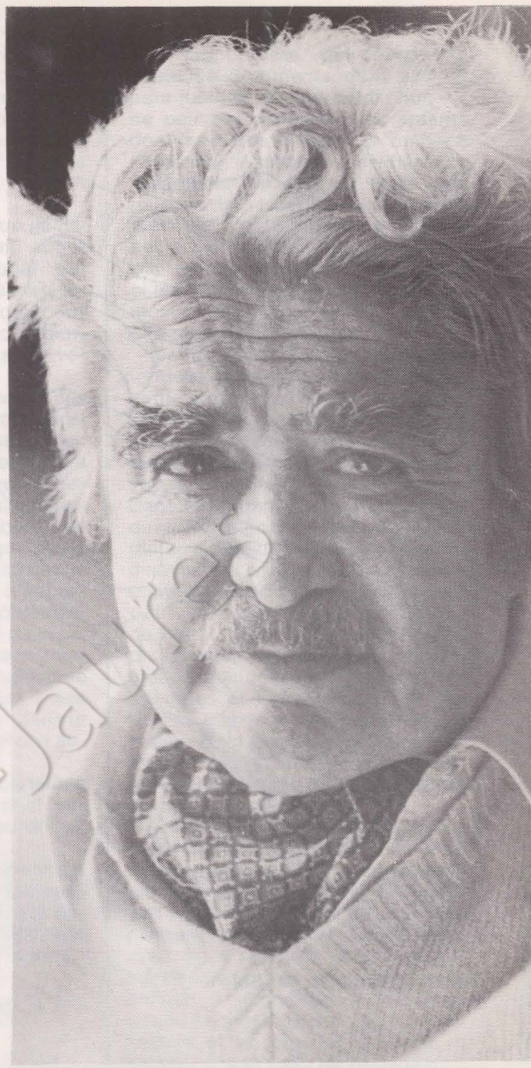
— Dans le cadre de votre militantisme vous vous êtes souvent heurté aux « fonctionnaires » du Parti. Que pensez-vous de ces « parasites » parfois plus inquiets de leurs privilèges personnels que de la marche au socialisme ? Faut-il s'en débarrasser ? Comment ?

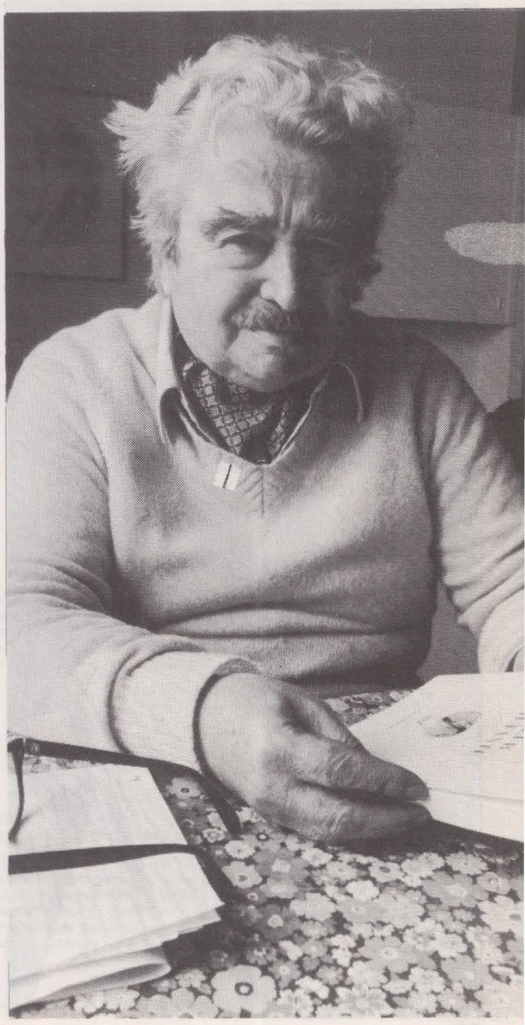
— Il existe dans le P.c.i. des « fonctionnaires » dont la formation s'explique par l'histoire de tout le mouvement communiste (et socialiste) mondial. Il est inexact de dire que les « fonctionnaires » se préoccupent beaucoup de leurs intérêts personnels : leurs rétributions de parti ne dépassent pas en général le salaire moyen d'un ouvrier. Il est vrai par contre, et ce à cause de dramatiques déviations bien connues, déformations de dérivation stalinienne dogmatique et sectaire, que très rarement le laborieux travail à l'intérieur des appareils pour la conquête du pouvoir dans le parti et sur le parti, coïncide avec les intérêts du socialisme. Comment guérir de cette infirmité ? A l'heure actuelle je crois que tout militant honnête doit, au niveau de son organisation de base — cellule, cercle ou section — promouvoir et participer à une « révolution culturelle », selon une stratégie qui loin de désagréger les forces politiques de gauche, les rende plus solides et plus saines, même au moment d'« ouvrir le feu sur le quartier général ».

— Nombre d'intellectuels français se font une idée paradisiaque de la presse communiste italienne. Vous contribuez à renverser cette statue mythique... Quelle est donc la réalité ?

— La vérité est celle que je raconte dans le roman. Vous savez certainement que seul le « vrai profond » peut devenir narration et poésie. Je dois ajouter qu'au moment de l'écriture j'ai toujours perdu de vue les répercussions des contenus et les éventuels scandales qu'ils auraient pu susciter. J'ai lu ensuite avec surprise, dans les commentaires et les critiques, qu'on me prêtait des choses que je n'avais pas écrites, ou des objectifs qui ne me concernaient pas. Par exemple : je suis vraiment tombé des nues lorsqu'on m'a dit qu'un haut fonctionnaire responsable du secteur de l'édition (quotidiens de soutien, pas organes officiels du parti), membre des plus grands organes de direction du P.c.i., était appelé par tout le parti du nom d'un personnage de « La peur exaltante ». Précisément dans ce secteur de l'activité journalistique du P.c.i. et de la gauche en général, a été effectuée il y a quelques semaines une opération de renouvellement, grâce à l'expulsion de presque tous les

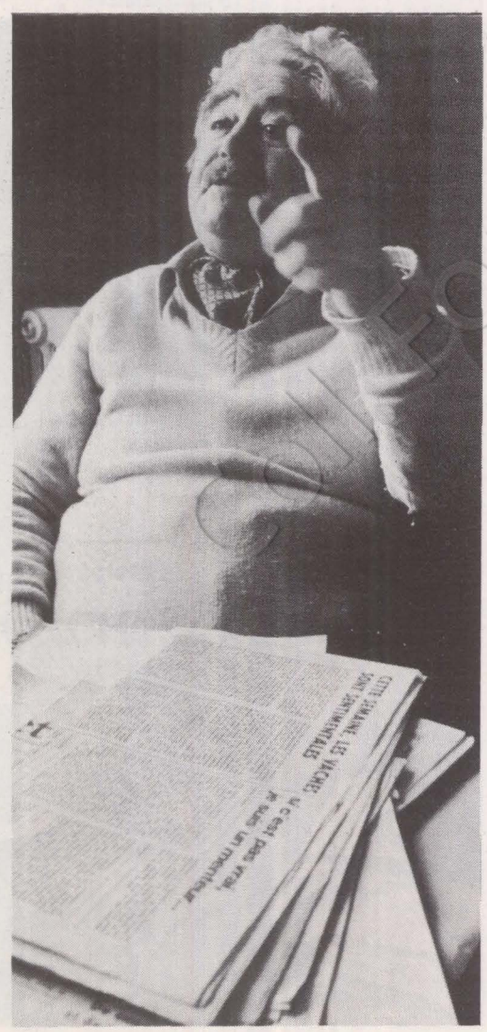
→







Felice Chilanti, vu par Solo.



membres d'un conseil d'administration. Quelqu'un m'a félicité par téléphone ; et je l'ai remercié, mais je songeais avec amertume que cette personne n'avait pas lu mon roman de manière juste, elle n'y avait trouvé que les déchets, ce qui l'avait sûrement empêchée de comprendre et d'apprécier ses valeurs stylistiques.

— Et la Mafia ? Vous l'avez longtemps et furieusement combattue ? Quel est son rôle aujourd'hui dans la société italienne ?

— La Mafia est, peut-être, l'échec le plus important de ma vie. En fait elle a gagné, puisqu'elle a transféré à Rome, dans les grandes cités du Nord et autres pays d'Europe, ses intérêts et son organisation qui ne dépassaient pas jusqu'alors le cadre restreint dela Sicile, où elle a d'ailleurs essuyé quelques échecs, telle l'exclusion du conseil municipal de Palerme. Le pouvoir mafioso dispose aujourd'hui de grands capitaux, il contrôle des activités paragouvernementales, des trafics, des secteurs vitaux de l'économie tels que d'importantes branches du crédit, la publicité, des lignes et des sociétés de transport maritime... il règne en maître dans la grande spéculation foncière ainsi que dans le recrutement et le transfert de la main-d'œuvre d'immigration. Malheureusement, au niveau des directions nationales, communistes et socialistes n'ont pas toujours prouvé qu'ils avaient correctement évalué la valeur politique de la lutte contre la Mafia ; ils n'ont pas compris en quelque sorte que la Mafia est aujourd'hui une structure très puissante du grand capitalisme multinational, qu'elle dispose de ses « lois », de ses tribunaux et de ses « soldats », fidèles et impitoyables exécutants des sentences de mort. Il ne s'agit pas d'un problème de police mais de la nécessité de transformer et restructurer le système de l'économie en général, et le mécanisme d'accumulation du capital.

— Parmi la multitude de personnages divers que vous avez côtoyés, lesquels vous ont semblé le plus remarquables. A leur manière sont-ils exemplaires ? Ont-ils « fait » un peu l'Histoire ?

— Une très grande romancière italienne, Elsa Morante, a défini « l'histoire » dans son dernier roman : « Ce scandale qui dure depuis vingt mille ans ». Il y a quelques années, le poète et critique allemand Erzenberger écrivit un essai sur le thème « littérature et historiographie », démontrant par la citation de passages en prose confrontés à des extraits de textes d'histoire, que la prose est une forme supérieure d'historiographie, plus proche de la science philosophique et de la critique que ne le sont les pages des historiens, lesquelles, en comparaison, se révélaient approximatives et confuses. Je ne suis pas la personne la plus indiquée pour vanter les valeurs d'« histoire » de mon roman. Je me souviens que le directeur d'une maison d'édition italienne voulait intituler le livre : « L'Italie dans les cinquante années de Caporetto à la mort de Togliatti ».

— Il semble que vous vous détachez de plus en plus du P.c.i. Pourquoi ?

— Vous avez dit « il semble » ; et c'est ainsi ou « il semble » que ce le soit, et maintenant depuis pas mal d'années, depuis le moment où je me suis heurté aux premiers obstacles bureaucratiques type komintern, pour obtenir la carte du parti auquel j'appartenais déjà en réalité depuis 1942, sous sa forme clandestine, puisque j'avais adhéré au P.c.i. lorsque j'étais relégué à Lipari et que personne ne connaissait encore le nom de Togliatti. Peut-être réussirais-je à me faire comprendre en déclarant que je suis resté fidèle à la doctrine stratégique formulée par Rudi Dutschke, peu avant d'être touché à la tête par des balles de revolver. La doctrine de la longue marche à l'intérieur des organisations traditionnelles, pour changer et corriger en étant sans cesse attentif aux nécessités de mettre à jour la doctrine, même celle fondamentale. Ces jours derniers précisément, un dirigeant du P.c.i. a mis en garde l'appareil et les jeunes contre les risques de sombrer dans le « marxisme mécaniste ».

— Au bout du compte, j'ai envie de vous renvoyer l'interrogation de votre livre « La peur exaltante » : à quoi bon ? Oui, faut-il encore être journaliste ou romancier ? Pourquoi ce pessimisme ? Le socialisme ne serait-il plus porteur d'espérance ? Au fait, quel socialisme ?

— Mais qui a dit que la question du socialisme concernait davantage le journaliste que l'écrivain ? C'est là une affirmation gratuite. Jamais dans aucun de mes romans (et essais) ne s'est éteint l'espoir dans le socialisme. Quel socialisme ? Avant tout celui qui correspond à mes convictions fondamentales et donc à ma conscience. Le socialisme ou le communisme que j'aime est celui que chantent les prolétaires paysans de la basse plaine du Pô, à travers les corrections et les variantes apportées au célèbre hymne « Bandiera Rossa » (Drapeau rouge). Avant 1921, date de la fondation du P.c.i., le refrain de « Bandiera Rossa » disait ceci : « Vive le socialisme et la liberté ». Après la fondation du P.c.i., lorsque « Bandiera Rossa » se chantait à voix basse, ces travailleurs du Pô apportèrent une modification : « Vive le communisme (ou socialisme) dans la liberté ». Maintenant ils sont allés encore plus loin et ils chantent : « Vive le socialisme (ou communisme) de la liberté ».

Voilà quel socialisme ; celui de la liberté qui ne perd pas de vue l'objectif final, et donc l'impulsion à construire une société d'hommes libres et égaux, après l'extinction de l'Etat. Quelques lecteurs doivent penser : mais ce ne sont que des rêves. Un dirigeant révolutionnaire qui ne se contenta pas de rêver, Lénine, a dit un jour que le rêve lui aussi fait avancer la Révolution.

Propos recueillis par JEAN-PAUL LIEGEOIS

Nos lecteurs ont la parole

LES AFFAIRES SOCIALES SELON LA FAMILLE CONSTANTIN

Les élections à La Bourboule ont été fertiles en événements. M. Constantin a fait irruption le samedi du premier tour, provoquant de véritables scènes d'hystérie et de guerre civile. Sa femme a pleuré dans les chaumières une bonne semaine avant, jurant qu'elle se présentait pour accomplir ses dernières volontés. Depuis le mourant va mieux. Il se promène, bien qu'assigné à résidence, moyennant une somme de 1 million ancien de caution. Et Madeleine Constantin, malgré tant de larmes versées, n'a été élue que 15 ou 16e sur leur liste ; et grâce aux voix du club du 3e âge. Après avoir brigué la place de premier adjoint, elle a envoyé à chaque conseiller municipal la lettre que je vous joins. Je trouve assez savoureux que cette dame dont le mari a trompé l'Etat et la Sécurité sociale, brigue la place d'adjointe aux Affaires sociales. Cette famille Constantin compte sur la mairie de La Bourboule pour se sortir de ses difficultés. C'est un scandale. Vous pouvez publier sa lettre. Merci. On suit votre journal. (P. - La Bourboule).

Voici donc la lettre adressée par Madeleine Constantin à chaque conseiller municipal de La Bourboule le 26 mars 1977.

« Monsieur et cher collègue,

En m'excusant de ne pouvoir participer à la prochaine réunion du Conseil municipal, j'ai l'honneur de vous informer que j'adresse à Monsieur le Maire une lettre lui faisant part de mes suggestions sur les attributions de l'adjoint supplémentaire, qui pourrait être chargé des affaires sociales. Je lui fais également connaître que je suis candidate à ce poste.

Je sais, vous l'avez affirmé, que vous désirez participer de façon constructive à la vie municipale pendant notre mandat. En votant pour moi au poste d'adjoint supplémentaire chargé des affaires sociales, ce pourrait être là le premier acte montrant votre souci de collaborer à l'élaboration d'une nouvelle politique sociale, pour laquelle chacun d'entre nous ne peut pas ne pas être d'accord.

Je vous prie d'agréer, Monsieur et cher collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

Signé : Madeleine Constantin. »

Pour une contribution active aux affaires sociales, on peut effectivement compter sur la famille Constantin. Elle a déjà fait ses preuves !

LES GAM ET LES ECOLOGISTES

A la suite de l'article de Christiane Mora sur le comportement des candidats écologistes (« l'Unité» n° 244), Robert de Caumont, membre du Comité directeur du P.s. et du Collectif national des Gam, nous adresse les précisions suivantes :

Dans la plupart des communes où ils existent, les Gam ont souhaité l'union de la gauche dès le premier tour, et beaucoup ont envisagé d'y participer. Les cas de candidatures séparées, les moins nombreux, sont la conséquence d'une rupture des négociations, le plus souvent du fait du refus opposé par le P.c.f. à la participation de militants Gam en tant que tels.

Contrairement à beaucoup de listes « écologistes », les Gam adhérant au Manifeste national qui étaient présents en tant que tels au premier tour ont appelé à voter pour l'union de la gauche au second tour, et leur électorat semble avoir répondu à cet appel.

L'assimilation de la démarche des Gam à celle des écologistes, légitime par certains côtés, méconnait pourtant une donnée essentielle à mes yeux : les Gam militent, à travers l'action qu'ils mènent sur le terrain de la vie quotidienne, pour une prise de conscience politique par le maximum de citoyens du fait que le capitalisme est incapable d'apporter une réponse à leurs problèmes, notamment ceux du cadre de vie.

C'est pourquoi, depuis leur création (longtemps avant le programme commun et l'apparition des listes « écologistes ») ils agissent dans la perspective du socialisme et de l'autogestion.

C'est ainsi que dans certaines communes leur militantisme et leur pédagogie ont largement contribué à la victoire de la gauche.

Ainsi donc, les Gam, s'ils tiennent à leur autonomie, ont toujours choisi nettement leur camp, à la différence de beaucoup de candidats « verts» : celui de la gauche unie.

A PROPOS DES « RYTHMES SCOLAIRES »

« Je me considère comme un « parent conscient » et pourtant je ne suis pas d'accord avec l'article de Jean Moulins. Il ne tient pas compte du fait réel des mères, de plus en plus nombreuses, qui travaillent. Tous les arguments qu'il avance pour justifier le « mercredi chômé » ne peuvent concerner les enfants dont les mères exercent un métier à l'extérieur. Y aurait-il une différence essentielle de fatigue entre une journée de garderie et une journée d'école ? Il n'y a guère que les classes aisées qui ne sont pas gênées par le mercredi sans école car même si les mères travaillent elles ont les moyens de faire garder leurs enfants à la maison par leur bonne.

Dans l'article, on rappelle que les longues vacances d'été sont liées à la moisson d'autrefois, mais on oublie de faire remarquer que s'il n'y avait pas d'école le jeudi (actuellement le mercredi) c'était pour envoyer les enfants au catéchisme. Dans la plupart des autres pays industrialisés comme Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, les pays scandinaves, les enfants font la semaine continue (avec le samedi libre sauf pour l'Allemagne). Le programme de chaque jour est moins chargé, plus diversifié : les activités intellectuelles, manuelles et sportives sont alternées et les enfants n'ont pas besoin d'arrêt au milieu de la semaine. Ceci permet de mieux harmoniser la semaine scolaire des enfants et la semaine de travail des parents.

Parmi la majorité des parents ne travaillant pas le samedi il y en a un certain nombre qui ne sont pas forcément « des amateurs de week-end » mais qui souhaitent tout simplement passer leur temps libre avec leurs enfants. C'est quand même aberrant de vouloir laisser les enfants à la maison le mercredi quand la majorité des parents travaillent et les envoyer à l'école le samedi quand enfin les parents sont à la maison.

Pourquoi y a-t-il un tel manque d'imagination à ce propos ? Pourquoi la gauche s'accroche-t-elle à cette idée traditionnelle ? »

Mme DODIN
94 La Varenne

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

▶ abonnement d'un an (135 F) ☐

▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

ANDRE HENRY PARLE DE SA "DAME"

On m'a plusieurs fois raconté, malgré des variantes, une même anecdote : quelqu'un rencontre André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, pour un problème quelconque extérieur à la sphère de l'Education. Le dialogue s'engage et va tout de suite à l'essentiel. Dès qu'on a conclu, s'il reste un peu de temps, on bavarde un moment et, sans qu'on sache trop comment, la conversation finit inévitablement par porter sur cette école — « Dame l'école » — sur laquelle, une fois de plus, André Henry vient de se pencher dans un beau livre publié par les éditions Ramsay (1).

C'est que l'école a constitué, depuis toujours, une part déterminante de la vie d'André Henry. Quand on parle avec lui, il évoque volontiers cette Vosge dure (2) qui l'a vu naître et où, naguère encore, régnaient les Boussac, qui n'ont laissé derrière eux que le chômage. Pourtant, j'ai été surpris de voir André Henry écrire un ouvrage largement autobiographique. L'homme, en effet, ne paraît pas faire volontiers dans la confidence. Non par manie du secret sans doute, mais comme il l'explique lui-même, par goût de conserver son jardin privé à l'abri des regards étrangers et par volonté de ne pas s'intégrer tout entier dans la lourde fonction qu'il assume. Par pudeur en quelque sorte, mais aussi peut-être par timidité, par désir de ne point évoquer en public les affaires avec lesquelles il n'a pas encore réglé ses comptes, comme la plupart des affaires intimes. C'est pourquoi cette sorte d'autobiographie dit peu, quoi qu'il paraisse, sur son auteur : peu sur sa mère, peu sur son actuel entourage familial, peu sur son environnement concret, peu même sur la nature de la camaraderie qui le lie aux autres responsables des divers échelons du Sni et de la Fen où il a milité. Le thème essentiel est bien l'école : l'école éducatrice, mais aussi l'école syndicale. Quand il parle d'éducation, André Henry fait manifestement toujours référence à ce qu'il a vécu.

Goal, précisément

Il est vrai qu'il doit beaucoup à Jules Ferry. La famille d'André Henry était des plus modestes, très pauvre, puisque sa grand-mère était éclusière sur le canal de l'Est et ses oncles manœuvres. Sans la promotion scolaire, André Henry serait devenu au mieux petit chef dans une entreprise ou, qui sait ?... footballeur professionnel, goal précisément — et les explications qu'il donne sur le choix de cette position sont à mon sens la partie où le livre touche le mieux à l'autoportrait. Le secrétaire général de la Fen doit certes sa position actuelle à son militantisme, à la netteté de son esprit, à son sens prononcé de l'organisation, de la discipline — de l'autodiscipline —, à son acharnement au travail. Mais il la doit aussi au bagage scolaire qu'il a acquis dans l'école à classe unique tenue par « la Dame » à La Manufacture, puis au cours complémentaire de Bains-les-Bains, puis enfin à l'Ecole normale de Mirecourt, au pays des luthiers.

Aussi la crise que traverse cette institution — même si, me semble-t-il, il s'oblige à la sous-estimer — est-elle pour André Henry un véritable crève-cœur. Il en parle à tout endroit dans son livre, à chaque fois que l'occasion crée le larron. Et certes, d'aucuns ne manqueront pas de relever l'ambiguïté d'une nostalgie qu'ils donneront comme conservatrice. Les critiques ont si peu manqué à l'école de Jules Ferry qu'on l'a accusée de tous les maux. Pourtant, cette nostalgie d'André Henry est, sous son triple aspect, profondément légitime et porteuse de rénovation. Regret de la nature d'abord, qui constituait le cadre quotidien de l'école de la Manufacture et que nos écoles des villes, désormais majoritaires, ignorent entièrement. Regret de la maîtresse habitant son école, ensuite, qui conférait à l'établissement un caractère familial dont l'effet éducatif n'était pas douteux, même si ce n'était sans doute pas toujours amusant pour « la Dame » et pour son époux. Regret enfin d'une école qui se donnait certes un but « vulgaire et subalterne » — primaire comme on dit si bien — : apprendre, essentiellement (mais non point exclusivement, tant s'en faut !) à lire, à écrire et à compter à tout ce petit monde. Hélas, à voir ce par quoi on l'a remplacée, il n'est pas sûr que notre peuple ait beaucoup gagné au change. L'école de Jules Ferry avait incontestablement tiré la classe ouvrière et la paysannerie françaises de l'analphabétisme. A considérer bon nombre d'élèves actuels, il n'est pas sûr que l'école de René Haby ne les y renvoie pas.

Au reste, André Henry est plus conscient qu'il n'est nostalgique et les perspectives de solution qu'il ébauche çà et là, appuyées sur des considérations nées de sa pratique, sont, sans aucun esprit de système, éloignées de toute espèce de volonté de retour vers un passé révolu. « L'école de l'éducation permanente » récemment publiée par la Fen et dont André Henry rappelle les thèses dominantes, en est la preuve.

On ne peut pas comprendre les dirigeants du Sni et de la Fen si l'on oublie qu'ils ont quasiment tous été des instituteurs de campagne. Leur conception syndicale découle presque directement — j'allais écrire inéluctablement — de ce vécu, et c'est ce que « Dame l'école » montre à merveille.

Tous instituteurs de campagne

Dans son village, l'instituteur est seul. Plus seul que l'ouvrier, même non syndiqué, dans son usine. Quand il y a grève, il est seul, dans un environnement parfois rien moins que compréhensif. Si la grève dure trop longtemps, elle risque de finir pour lui de la plus désagréable façon, comme en témoigne le « Mai vosgien » raconté par André Henry.

Contre cette solitude, l'adhésion à une organisation puissante est le seul remède. Isolé dans son village perdu, l'instituteur ne fera pas grève s'il ne sait pas qu'au même moment, ils seront 250 ou 260 000 à faire comme lui dans toute la France. D'où un acharnement extraordinaire à préserver par tous les moyens le caractère de masse du syndicat et donc son caractère unitaire, qui implique l'existence de tendances organisées. Comment expliquer autrement que, dans le contexte de division syndicale qui est celui de la France, le Syndicat des instituteurs, et, par conséquent, la Fen dont il a longtemps été le seul pilier, soient restés des organisations unitaires ? Une unité qui ne va pas, comme on le sait, sans de continuelles escarmouches. André Henry est mieux placé que quiconque pour le savoir, et on ne lui en saura que davantage gré de ne pas s'égarer, en ce domaine, en polémiques subalternes.

Car la hauteur de vues est ce qui, sans doute, caractérise le mieux « Dame l'école ». Au-delà des développements sur le système scolaire, largement communs à tout le courant de pensée qu'incarne André Henry, il y a un ton, très personnel. Celui d'un homme qui, passé par tous les degrés du militantisme, porte, jeune encore, un regard étonnamment serein sur son passé et considère l'avenir d'un œil clair, calme, voire parfois faussement froid. Ce qui est précieux quand on va, à la tête de quelque 550 000 adhérents, avoir à affronter d'abord la réforme Haby, puis, une fois la gauche au Pouvoir, le temps des changements que l'état de délabrement de notre appareil éducatif rend désormais impérativement nécessaires.

JEAN-PIERRE MOULINS

---

(1) André Henry, « Dame l'école», préface de Denis Forestier. Paris, 1977 (Ramsay éditeur) 224 pages.

(2) La Vosge est le nom de la partie sud du département des Vosges. Le pays d'André Henry est presque limitrophe du département de la Haute-Saône. C'est une région en voie de dépeuplement accéléré.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325